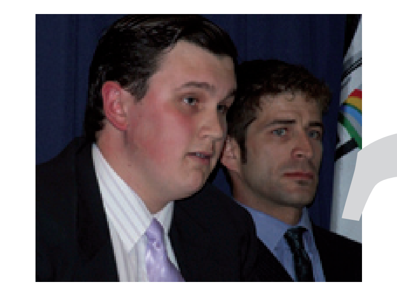
Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

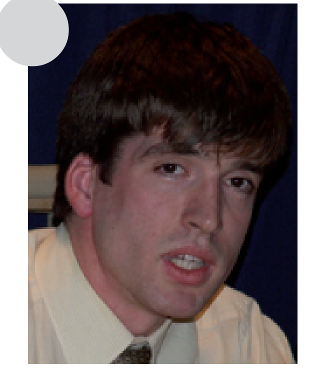
L'aquilon

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 22 numéro 35, 21 septembre 2007

Ils vous courtisent!



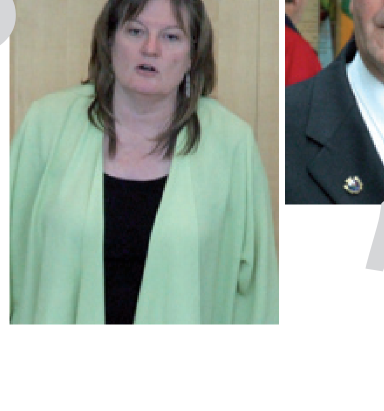
















Section spéciale Élections 2007

Pages 8 à 19

Bilan du radiothon 2007

Les objectifs ont été surpassés… et de loin

La collecte de fonds annuelle de Radio Taïga a permis d'amasser plus de 4000 $ obligeant plusieurs à revoir leur look.

Nicolas Bussières

Le sixième radiothon annuel de CIVR Radio Taïga 103,5 FM qui a eu lieu les 15 et 16 septembre a permis d'amasser une somme inespérée de 4260 $.

C'est un important revirement de situation alors que l'événement radiophonique n'était même pas parvenu à franchir le plateau des 2000 $ en 2006. En fait, le radiothon 2007 s'est avéré le plus lucratif depuis la mise sur pieds de l'activité-bénéfice en 2002.

« Nous sommes très heureux », a d'abord lancé Roland Charest, directeur de l'Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY) qui chapeaute la radio communautaire.

« En général, on se fie sur les résultats du passé pour fixer nos objectifs. On pensait donc que franchir le 2000$ serait bon, mais jamais on aurait imaginé amasser deux fois plus », a-t-il poursuivi.

Mais la plus importante collecte de fonds annuel de Radio Taïga ne s'est pas faite sans sacrifice alors que plusieurs personnes impliquées devront revoir leur look, les défis qu'ils ont lancés ayant été atteints.

À commencer par le directeur de la programmation Rudy Desjardins qui a réalisé plusieurs heures avant la fin du radiothon qu'il devra se faire une coupe de cheveux de style « mohawk » alors que la barre qu'il avait fixé à 2000$ a été atteinte. Devra-t-il maintenant s'en faire couper deux – un de chaque côté de la tête – étant donné que les dons totaux sont deux fois plus élevés que l'objectif lancé initialement?

« Je vais probablement le garder plus longtemps », s'est-il contenté de répondre. Sur un ton plus sérieux, il explique cette recrudescence de dons. « Le *membership* a beaucoup augmenté à l'AFCY. Ça fait plus de gens qui sont sensibilisés à la cause de la radio et qui sont plus intéressés à donner », a notamment signalé le futur punk.

Léo-Paul Provencher, directeur général de la Fédération franco-ténoise (FFT), avait pour sa part établi le seuil à 2500 $ afin de couper la moustache et la barbiche qu'il arbore avec fierté depuis plusieurs années.

L'animateur Stéphane Gagné qui a clôturé le radiothon s'est quant à lui résigné à se laisser pousser les cheveux durant six mois lorsque le cap des 4000$ a été franchi. Le défi risque de ne pas être facile pour celui qui arbore un « coco » à la Bruce Willis depuis longtemps.

En plus des quelques défis, les incitatifs étaient nombreux afin d'aller chercher le maximum de donations. Par exemple, tous ceux qui donnaient un minimum de 50 $ se sont vus inscrits pour le tirage de nombreux prix fournit par les commanditaires incluant une paire de billets allez-retour pour Edmonton, gracieuseté de First Air. Les gagnants des différents prix seront connus sous peu.

La comptable Diane Fortin y est allée de son petit grain de sel en tenant une enchère pour ses services de comptabilité professionnels pour une durée de trois heures. C'est le coordonnateur du Comité jeunesse de la FFT, Stéphane Marien, qui a été le plus offrant avec une mise de 210 $. Il aura d'ailleurs bien besoin de ces services avec les nombreux projets qui s'en viennent au cours des prochains mois au sein du Comité action jeunesse dont une importante participation aux Jeux de l'Arctique à Yellowknife en mars prochain et aux Jeux de la francophonie à l'été 2008 en Alberta.

« Je tiens à remercier tous les donateurs ainsi que les bénévoles qui ont participé au radiothon. Après tout, ce sont eux qui font le succès d'un tel événement », a conclu M. Charest.

Une touche politique

Pour la première fois, le radiothon se déroulait sur deux jours et l'animateur Batiste Foisy s'était donné la mission de lancer le bal avec un marathon radiophonique de quinze heures consécutives du samedi soir jusqu'au dimanche matin. Et comme si ce n'était pas suffisant, il s'est permis d'inviter au radiothon les 23 candidats des sept circonscriptions de Yellowknife aux élections territoriales du 1er octobre prochain.

Pas moins de douze candidats ont accepté son invitation et se sont déplacés dans les studios de Radio Taïga pour discuter de leurs idées et des enjeux de la campagne. Le candidat dans Great Slave, Doug Ritchie, fut le seul qui a été en mesure d'accorder l'entrevue en français.

« Les quinze heures que Batiste a faites ont été un gros coup de publicité. Les politiciens qui sont venus, le groupe [Priscilla's Revenge] qui a joué *live* en studio, ça donné un gros coup de pouce pour décoller », a révélé Rudy Desjardins.



Photo : Nicolas Bussières

L'animatrice bénévole Noémie Darisse (à droite) s'apprête à se faire défriser les cheveux par Jean Godin en ondes après que celui-ci eut répondu avec succès à son défi.



Nicolas Bussières

Assemblée de l'APADY

L'Assemblée générale annuelle de l'Association des parents ayant droit de Yellowknife (APADY) aura lieu le mardi 25 septembre dans la rotonde de l'école Allain St-Cyr dès 17h30. Des élections pour la présidence sont prévues et tous les parents francophones de Yellowknife ont le droit de vote, que leurs enfants fréquentent un établissement scolaire francophone ou pas. Un repas pizza avec jus et biscuits sera offert à tous les participants. Il y aura aussi un service de garde gratuit.

Assemblée de l'AFCHR

C'est ce samedi 22 septembre qu'aura lieu l'Assemblée générale annuelle (AGA) de l'Association franco-culturelle de Hay River (AFCHR) à la salle communautaire de l'aréna dès 17h. Un souper à la bonne franquette sera servi de 17 h à 18 h 30 alors que l'AGA aura lieu de 17 h 30 à 18 h 30. L'AFCHR fêtera par la suite son 20e anniversaire avec la présentation du spectacle du groupe acadien La Virée.

Pool de hockey

Un pool de hockey aura lieu dans le cadre du 5 à 7 « Je-dis en français » du 27 septembre prochain à la maison Laurent Leroux de Yellowknife. Le pool fonctionnera selon la formule d'un repêchage, c'est-à-dire que deux participants ne peuvent pas sélectionner le même joueur. Dix attaquants, cinq défenseurs, deux gardiens de but et trois remplaçants devront être choisis par chaque participant. Le coût d'inscription est de 20$.

La dérogation est levée

La dérogation concernant les voyageurs de 12 à 17 ans qui prennent l'avion au Canada a été levée le 18 septembre dernier. Ce qui veut dire que les jeunes qui semblent se situer dans ce groupe d'âge doivent désormais présenter avant l'embarquement une pièce d'identité avec photo émise par un gouvernement indiquant leur nom, leur date de naissance et leur sexe. Ils peuvent aussi fournir deux pièces d'identité sans photo, mais qui devront inclure les informations précédemment mentionnées. Le nom sur la carte d'embarquement émise par le transporteur devra aussi correspondre au nom figurant sur la pièce d'identité. Ces changements font suite à la mise en place d'un programme de protection des passagers en juin dernier afin de fournir un niveau de sûreté additionnel au système d'aviation et d'accroître la sécurité du public. Le ministère des Transports avait cependant appliqué à l'époque une dérogation temporaire de trois mois pour ne pas affecter les projets de voyage estivaux que les familles avaient déjà planifiés.

Deux enseignants du Nord élus

Deux enseignants du Nord ont récemment été élus dans le groupe des quatre vice-présidents de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, un regroupement qui représente 220 000 membres au pays. Amanda Mallon et Jimmy Jacquard, respectivement président de l'Association des enseignants des TNO et du Nunavut, ont été choisis pour occuper ce poste national.

Célébration

Elle a 20 ans pour longtemps

L'AFCHR célèbre ses 20ans d'existence, les années passent; son énergie reste.

Maxence Jaillet

C'est en décembre 1987 que l'Association franco-culturelle de Hay River s'est enregistrée auprès du ministère de la Justice des TNO, quelques mois auparavant, un groupe de francophones s'organisait pour former son premier conseil d'administration (CA). La suite est une série de défis et de concrétisations qui reflètent la fierté de l'Association aujourd'hui.

Sa première demande de subvention a été faite au secrétaire d'état du gouvernement fédéral en juillet 1988. Pour le projet *Valorisation et visibilité du français en 1988-1989 à Hay River*, l'Association demande un financement de 4860 $. La jeune organisation a bénéficié de 4040$ pour promouvoir le fait français dans sa ville. Sylvie Cauvier, la présidente, Jocelyne Liboiron, la secrétaire-trésorière, et Yolande Current, la vice-présidente étaient motivées à réaliser les premiers



Une réunion de l'Association en 1991.

objectifs fixés avec les 21 membres inscrits. Obtenir Radio-Canada en français à la télévision (ce qui a été fait dans l'année), équiper la bibliothèque municipale de livres et de revues françaises, promouvoir la culture française (arrêter et diminuer l'assimilation) et rentrer dans le réseau fédératif franco-ténois.

De 1990 à 1995, Julie Bernier a été présidente. Elle s'est donné comme défi de dénicher les francophones là où ils sont et de les amener à se joindre à l'association. Dès le mois de mai 1991, des activités en français pour les enfants ont été mises en place. Destinées aux enfants de trois à huit ans, les activités comprennent des jeux, de la lecture d'histoires et du bricolage. Pendant les années qui suivent, l'AFCHR perpétue ses activités régulières. La cabane à sucre, la Saint-Jean Batiste, la fête de Noël et le camp d'été qui est instauré en 1993 pour trois semaines.

Pendant ces années, l'association a simplement survécu. L'implication des membres a été faible, les finances trop serrées pour justifier un employé. De plus, elle a rencontré quelques échecs dans différents projets comme l'achat d'un bâtiment destiné à un centre communautaire ou l'établissement d'un programme d'immersion.

Avec le mois de février 1996, l'AFCHR s'est doté d'un nouveau conseil d'administration. La nouvelle agente de développement, JoAnne Connors, s'est activée avec ses administrateurs pour revitaliser l'association. Dans la même vague de renouveau, Christine Poirier et JoAnne Connors rencontrent Jean-Marie Mariez, responsable de l'enseignement en français dans les TNO. De cette réunion a découlé un compromis établissant pour l'année scolaire 1996-1997, une heure de français après les heures de cours habituels pour quelques enfants ayants droit d'âges et de niveaux différents. Voici les balbutiements de la future École Boréale.

Pour la communauté de Hay River, il a été très difficile de dissocier l'école de l'AFCHR jusqu'en 2001. En effet, les premiers pas de l'école francophone ont été soutenus par des membres actifs de l'association et le plus souvent par ceux qui ont formé son CA. Ainsi, JoAnne Connors, Lorraine Taillefer, Gerry Goudreau, Nancy Frennette, Michel St-John, Claude Delorme et



Julie Bernier s'implique comme présidente de 1990 à 1995

plusieurs autres pionniers de l'école francophone ont tous été impliqués dans l'Association à un certain moment. À la rentrée 2002, le programme de francisation n'est plus du tout relié à l'AFCHR. Cela n'a pourtant pas marqué la fin de la longue relation, comme ont pu le prouver les récents CA de l'Association, formés chaque année par plusieurs membres du personnel de l'école. Au fil des années, ce regroupement de francophones n'a jamais perdu de vue ses objectifs. L'Association a perduré son support aux familles et dirigé beaucoup de ses activités vers les plus jeunes. Ainsi, une joujouthèque a été créée en 2001 et le camp d'été a pris de plus en plus d'ampleur avec un taux de participation record de 50 jeunes durant sept semaines de l'été 2007.



La barre pour la direction, l'ancre pour attachement des francophones aux abords du Grand lac et le blason-bouclier pour défendre nos droits sont les symboles du logo réalisé en 2001.



Loraine Taillefer joue un rôle primordial dans l'implantation d'un enseignement de français langue première à Hay River.

Dès ses débuts, l'AFCHR a décidé de récompenser ses membres par des spectacles ou des repas. La première cabane à sucre lors du Carnaval Kamba '89 de Hay River et le premier souper de Noël avec des cadeaux pour les jeunes francophones qui s'est déroulé en 1989 en sont de bons exemples. De Richard Desjardins, au Grand dérangement en passant par les Muses, différentes salles ont accueilli la foule francophone de la ville. Pour célébrer son 20e anniversaire cette année, l'AFCHR a invité toute la communauté à se joindre au groupe acadien la virée.

Aujourd'hui, L'Association compte 59 membres, elle emploie la même agente de développement depuis 4 années fiscales, et ses bureaux ont maintenant pignon sur rue. Les objectifs de l'organisation restent sensiblement les mêmes qu'auparavant. Impliquer plus de membres, trouver des bénévoles. Mais aussi assurer des cours de français pour les adultes et promouvoir le fait français dans cette communauté au sud du Grand lac des Esclaves.

Éditorial

Du travail à faire


Alain Bessette

D'une élection à l'autre, il nous est permis de constater la même chose : bien peu de candidats sont au courant des enjeux de la francophonie. Cela n'a rien d'étonnant quant on pense à l'ensemble des problèmes et des préoccupations de la population. Les vœux de bonne foi et de bonnes intentions pleuvent, mais trop souvent ils reposent sur des perceptions fausses du problème. En voici quelques exemples:

1. Offrir des services en français va obliger de couper d'autres services essentiels du gouvernement territorial. Faux! À la suite de l'entente signée en 1984 avec le gouvernement fédéral sur la prestation de services en français, le gouvernement fédéral s'engage à défrayer à 100% le coût de ces services. Cette enveloppe budgétaire est indépendante de la subvention accordée au GTNO pour son fonctionnement général.

2. Toutes les langues officielles ont le même statut dans la Loi. Faux! La protection accordée à l'anglais et au français est différente de celle accordée aux langues autochtones. Dans ce domaine, les groupes autochtones ont bien du travail à faire, avec tout notre appui, mais il ne s'agit pas d'une grande priorité de ces groupes.

3. Accorder des droits linguistiques aux francophones, c'est en enlever aux groupes linguistiques autochtones. Faux! Cette perception est due au fait que depuis des décennies le GTNO prend la langue française en otage dans ses négociations avec le gouvernement fédéral pour le financement des langues officielles. Au fédéral, l'argent visant à soutenir les services en français provient d'enveloppes budgétaires différentes de celles servant à soutenir les langues autochtones.

4. On ne peut se prononcer sur une cause devant les tribunaux. Faux! Nous sommes en période électorale, et toutes les préoccupations sont à l'ordre du jour. Mauvaise excuse!

Ce que ces idées fausses nous indiquent, c'est que les portes paroles de la francophonie auront beaucoup de pain sur la planche avec la nouvelle cuvée de députés afin de les informer des véritables enjeux en matière linguistique.



Photo : Maxence Jaillet

Le chenal Ouest, une semaine avant le début de l'automne. La neige a ensevelit ces arbres deux jours après, pour moins de 24 heures.



L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-2158
C.P. 4612, Hay River, NT, X0E 0R0
Tél. : (867) 875-0117, Téléc.: (867) 874-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Rédacteur en chef : Alain Bessette **Correction d'épreuve :** Simon Lamoureux
Journalistes : Nicolas Bussières et Maxence Jaillet **Adjointe administrative :** France Benoît

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 900 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété des *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

Élections à la FFT

Un comité de mise est mis sur pied

Formé cet été, le comité de mise en candidature de la FFT a pour rôle de promouvoir et rechercher des candidatures de qualité pour les élections de novembre.

Nicolas Bussières

Le Comité de mise en candidature qui a été formée, cet été, a entamé ses démarches pour s'assurer que les différents membres de tout le réseau associatif de la Fédération franco-ténoise (FFT) sont bien informés du processus électoral à venir.

En effet, lors de l'assemblée générale annuelle de la FFT, qui aura lieu à Yellowknife les 24 et 25 novembre prochain, il y aura des élections pour la présidence et la vice-présidence de l'organisme porte-parole de la francophonie ténoise comme c'est le cas à chaque année impaire.

Un des rôles majeurs du comité nouvellement créé est de rendre public ces élections afin de s'assurer que des candidatures sont soumises et ainsi éviter, comme ce fut le cas dans le passé, que le président soit élu par acclamation faute d'opposition.

« Auparavant, selon mon interprétation personnelle, il n'y avait pas une bonne publicité. Les gens arrivaient à l'assemblée sans trop savoir qu'il y avait des élections », a expliqué Geneviève Côté, présidente du Comité de mise en candidature.

C'est lors de la dernière assemblée générale de décembre 2006 que les membres de la FFT s'étaient entendus dans la révision des statuts et règlements pour la création d'un tel comité.

Le directeur général de la FFT, Léo-Paul Provencher, a d'ailleurs confié récemment que « l'ancien règlement était moins élaboré ». Il ajoute que ce nouveau Comité de mise en candidature permettra de voir à ce que le processus électif soit bien mené.

La présidente du comité explique que les travaux viennent tout juste d'être entrepris alors qu'un premier envoi informant de la tenue d'élections a été effectué dernièrement à tous les présidents des organismes membres avec la FFT. Le formulaire de mise en candidature a aussi été envoyé.

« À partir de maintenant, les gens devraient savoir ce qui se passe alors que les présidents vont transmettre le message aux membres. Ils ne sont pas obligés de chercher du monde dans la communauté pour être candidat, mais l'important est de faire passer le message », a-t-elle signalé.

Certains critères requis

Une autre fonction importante du Comité est de s'assurer que les candidatures soumises soient de qualité. À ce sujet, Geneviève Côté souligne que ce n'est pas n'importe qui intéressé à avoir un poste prestigieux qui peut se présenter.

« Ça prend quelqu'un qui est connu d'une des associations membres de la FFT et qui est impliqué dans son milieu. Ça prend quelqu'un qui est au courant de la situation de la francophonie dans un contexte de minorité et qui sait bien se représenter auprès du gouvernement avec des bonnes capacités de communication », a-t-elle énuméré.

Les différents membres du Comité de mise en candidature qui inclut Patrice Lapointe, Sylvie Savoie, Geneviève Rondeau et Jessica King devront d'ailleurs éplucher avant les élections les dossiers de candidature soumis pour s'assurer qu'ils correspondent avec les critères de la FFT.

Geneviève Côté ajoute qu'il serait intéressant que des gens de l'extérieur de Yellowknife se présentent à la présidence de la FFT. « Ce serait bien d'avoir du sang neuf sur la chaise. […] Ce n'est pas parce que la maison mère est à Yellowknife que le président doit être absolument de Yellowknife. Ça peut être une personne d'ailleurs qui est très impliquée dans son milieu, qui connaît ce qui se passe et qui est intéressée d'avoir cette responsabilité de nous représenter au niveau gouvernemental », a-t-elle conclu.

Le président actuel de la FFT, Fernand Denault, a confirmé cette semaine qu'il se représentera pour un quatrième mandat aux élections de novembre. Il a néanmoins dit appuyer les démarches enclenchées par le Comité pour favoriser la venue d'autres candidats. « Je suis bien content de voir que le processus est enclenché et que ça fonctionne bien », a-t-il affirmé.



Une des fonctions du président de la FFT est d'accueillir les personnages importants de la scène politique.

Forum de la Nation dénée

Pas évident, un débat à 22 candidats!

Les revendications territoriales, le partage des ressources et l'éducation chez les Autochtones sont les principaux sujets qui ont été abordés.



Nicolas Bussières

Pour une première fois dans la présente campagne électorale, les candidats des sept circonscriptions de Yellowknife étaient réunis sur la même tribune pour discuter de différents enjeux qui touchent les Autochtones lors du forum organisé par la Nation dénée, le 17 septembre dernier.

Ce débat présenté devant une soixantaine de personnes dans la salle de conférence de l'hôtel Explorer s'est déroulé dans l'ordre et le calme et n'a pas vraiment donné lieu à des discussions animées, la formule adoptée ne permettant pas les interactions entre les candidats.

Il faut dire que le défi de la Nation dénée de trouver un déroulement dynamique, mais juste pour tous, était énorme alors que pas moins de 22 candidats étaient au rendez-vous. Les organisateurs s'en sont donc tenus à la méthode où chaque candidat répondait à tour de rôle à une même question.

« Nous ne sommes pas là pour divertir le public. Nous voulions donner à tous la même opportunité.de s'exprimer », a lancé Bill Erasmus, chef de la Nation dénée et animateur lors du forum.

Il a cependant concédé que la formule pourrait être revue dans le futur en opposant, par exemple, les candidats d'un même comté sur un sujet particulier. « Nous sommes ouverts, mais c'est difficile quand il y a autant de gens qui se présentent », a-t-il admis.

M. Erasmus a soutenu que le but premier du forum était de mieux connaître les candidats en lice pour permettre aux électeurs de Yellowknife et Dettah de faire un choix plus éclairé. « Ça donne l'opportunité de voir qui sont les candidats et comment ils comptent négocier avec des enjeux spécifiques », a-t-il affirmé.

Comme l'explique Bill Erasmus, la tenue d'un tel forum est aussi une parfaite occasion d'éduquer les candidats sur les différents dossiers autochtones et de les voir prendre position.

Le dossier des revendications territoriales autochtones et du partage des ressources a été grandement discuté en début de forum. Les 22 candidats ont dit appuyer la résolution adoptée par les leaders dénés lors d'une assemblée antérieure voulant que toutes les revendications territoriales et l'établissement d'un nouveau modèle de gouvernement autochtone soient mis en place avant 2010.

Plusieurs candidats ont cependant précisé sur ce point qu'il faudra compter sur l'appui d'un joueur important: le fédéral. « Il y a un éléphant dans le décor et c'est le fédéral. Ce sont ceux qui sont en contrôle de tout le processus », a déclaré le candidat dans Kam Lake, Brad Enge.

De son côté, le candidat dans Great Slave, Mark Bogan, s'est montré très incisif. « Ce sont vos terres, pas les nôtres. Il est temps de prendre nos distances d'Ottawa et de faire nos propres choses », a-t-il lancé.

Sandy Lee, qui tente de se faire réélire dans le compté de Range Lake, a insisté pour sa part sur les initiatives prises par le gouvernement territorial depuis quelques années. « Nous avons mis en place des rencontres régulières et nous avons gardé un contact quotidien avec les leaders dénés », a-t-elle indiqué.

Mme Lee et Robert Hawkins étaient d'ailleurs les deux seuls participants au forum qui ont fait partie de la dernière législature et l'auditoire a pu rapidement le constater dans leur façon un peu plus défensive de répondre aux questions. Le député sortant de Kam Lake, Dave Ramsay, était le seul absent du débat, car il était à Edmonton au chevet de sa femme gravement malade.

En réponse à une question plus précise sur les revendications des Akaitchos, plusieurs candidats ont franchement admis ne pas être bien informés du dossier et devoir faire quelques recherches supplémentaires avant de se prononcer.

Une situation qui a fait réagir le candidat de Great Slave, Christopher Hunt, quand est venu son tour de parler. « C'est une honte que certains disent ne pas connaître les accords. Ça illustre que beaucoup de travail reste à faire », s'est exclamé le candidat d'origine inuvialuit.

Les candidats étaient beaucoup moins unanimes en réponse à une question de l'ancien chef de Dettah, Peter Liske, qui a demandé s'ils appuieraient une éventuelle proposition de partager les revenus provenant des ressources dans une proportion de 50 % pour le gouvernement territorial et 50 % pour les gouvernements autochtones.

« Je ne peux pas dire oui avant de connaître tous les éléments », a répondu prudemment le député sortant de Yellowknife Centre, Robert Hawkins.

La plupart des candidats se sont montrés évasifs sur le sujet se contentant de dire qu'il est important de redonner équitablement à la communauté autochtone alors que certains candidats comme Jeff Groenewegen (Frame Lake), Glen Abernethy (Great Slave) ou Beaton MacKenzie (Great Slave) ont émis des doutes sur le principe du 50-50.

Prévenir le décrochage

En conclusion du forum, les 22 participants ont répondu à une question de Phil Mercredi, membre très impliqué dans la communauté dénée, qui voulait savoir ce qu'ils entendaient faire pour prévenir le décrochage scolaire chez les Autochtones. C'est possiblement sur ce sujet que les réponses ont été plus diverses.

Chris Johnson, qui se présente dans Frame Lake, et Ben McDonald, candidat dans Yellowknife Centre, ont parlé de l'importance d'établir des programmes ou des ententes avec des employeurs majeurs comme ceux du secteur du diamant pour éviter que trop de jeunes quittent rapidement l'école.

Sue Glowach, candidate dans Yellowknife Centre, a parlé d'un plus grand support aux familles dans le besoin. « Il faut que les cerveaux soient nourris autant que les estomacs », a-t-elle illustré.

Des candidats comme Doug Ritchie (Great Slave) et Wendy Bisaro (Frame Lake) ont insisté sur l'importance de prendre des mesures pour garder le personnel enseignant de qualité dans les TNO. « Bien avant de penser aux niveaux secondaire et universitaire, tout commence par une bonne éducation au primaire », a ajouté M. Ritchie.

Il est aussi primordial pour des candidats comme Garett Cochrane (Yellowknife South) et Carol Morin (Weledeh) de présenter l'école comme un lieu stimulant et passionnant pour les jeunes en mettant l'emphase sur des activités comme les arts et le sport.

Finalement, une bonne partie des candidats ont soutenu que la solution réside d'abord et avant tout à la maison.



Des dizaines de candidats sollicitent présentement nos voix dans les différentes circonscriptions électorales.

À quelques exceptions près, tous ces beaux parleurs se cantonnent à rabâcher çà et là la même demi-douzaine d'expressions creuses et vides de convictions. « Des communautés saines et sécuritaires », « appuyer l'intérêt des citoyens », « assurer la qualité et la rentabilité des services », « encourager le développement des ressources tout en protégeant l'environnement », etc, etc… Voilà bien de palabres pour ménager la chèvre et le chou, donner l'impression de dire quelque chose tout en évitant frileusement quelque prise de position que ce soit.

Devant pareille enfilade de bonnets-blancs et de blancs-bonnets, comment l'électeur peut-il séparer le bon grain de l'ivraie et décider, à l'aune de ses valeurs et de ses intérêts propres, lequel de ces tristes sires mérite son scrutin?

La langue de bois pratiquée sans gêne par les chasseurs de votes n'a pour seul but que de masquer leurs intentions réelles derrière un fard de verbiage malodorant. Elle nuit à la démocratie, pour peu que l'on puisse ainsi qualifier notre tyrannie-approuvée-par-le-peuple.

Celui qui aura le courage de me parler franchement aura mon vote.

Batiste Foisy, Yellowknife

Déclaration de l'ONU pour reconnaître le droit des Autochtones

Bill Erasmus déçu de la position du Canada

Le chef de la Nation dénée aurait au moins aimé que le Canada s'abstienne au lieu de voter contre la déclaration.


Photo : Archives L'Aquilon

Nicolas Bussières

Le chef de la Nation dénée Bill Erasmus s'est dit surpris et désappointé de voir que le Canada a voté contre la déclaration adoptée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) le 13 septembre, reconnaissant pour la première fois les droits des peuples indigènes du monde entier.

Présents à New York la semaine dernière, Bill Erasmus et quelques autres leaders autochtones canadiens ont tout tenté pour changer la position du Canada dans ce dossier. Dans un moindre mal, ils ont essayé de convaincre les représentants canadiens à l'ONU de s'abstenir lors du vote, mais sans succès.

« Comme le Canada, la Russie avait voté contre la motion lors d'une rencontre sur les droits de la personne en juin, mais ils ont revu leur position et se sont abstenus lors du vote [de la semaine dernière]. Nous espérions que le Canada fasse la même chose », a expliqué Bill Erasmus.

Malgré l'opposition du Canada, des États-Unis, de l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la déclaration fut tout de même adoptée par la grande majorité des pays membres de l'ONU. Onze pays se sont abstenus.

M. Erasmus indique que cette motion est très significative pour les peuples indigènes de partout dans le monde, car elle leur garantit un statut égal à toutes les autres nations.

« Dans la déclaration universelle de 1948, il n'y avait pas de référence spécifique aux peuples autochtones et leur droit à l'autodétermination », a soutenu le chef de la Nation dénée.

Ce dernier rejette l'affirmation que cette récente déclaration se veut avant tout symbolique. « C'est plus qu'un symbole. C'est quelque chose que les nations doivent suivre et ça reconnaît que les traités faits au fil des années, comme les traités 8 et 11 ici, sont valides et doivent être mis en application. Donc, des pays comme le Canada ne peuvent plus les ignorer », a-t-il révélé.

Même si le Canada a voté contre la résolution onusienne, il croit que le pays n'a pas le choix de s'asseoir à la table avec les leaders autochtones pour en arriver à une entente.

Revirement de situation

Bill Erasmus a noté un important revirement de situation dans la position canadienne à l'échelle internationale depuis que les Conservateurs ont été élus au pouvoir en janvier 2006.

« À l'ONU, ils nous supportaient auparavant. En fait, beaucoup de travaux ont été faits par le Canada. Il a pris les devants et certains articles de la déclaration ont même été écrits par le Canada. […] Mais avec ce revirement, le pays n'est plus vu comme un meneur sur le plan international en ce qui a trait aux droits des peuples indigènes », a-t-il signalé.

M. Erasmus a donné aussi l'exemple du conflit en Afghanistan en expliquant que le Canada, qui a longtemps été reconnu dans le monde pour promouvoir le maintien de la paix, est maintenant en guerre.

La semaine dernière, le nouveau ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Chuck Strahl, avait justifié la position du pays à l'ONU en indiquant que la déclaration portait à confusion et entrait en conflit avec l'actuelle Charte des droits et libertés, qui garantit déjà plusieurs droits aux Autochtones.

Élections 2007

Vos candidats 2007

Comme nous l'avons fait à maintes reprises au fil des ans, le journal L'Aquilon a envoyé un questionnaire destiné aux candidats des élections territoriales 2007. Nous avons concentré nos efforts dans 11 circonscriptions soit celle de Fort Smith (Thebacha), celles de Hay River (Nord et Sud), celle d 'Inuvik Twin Lakes puisque dans l'autre, Floyd Rolland a été élu par acclamation, et les sept circonscriptions de Yellowknife.

Circonscription électorale

Candidats

Question 1 : Dévolution

Il y a eu beaucoup de discussion au cours des dernières années au sujet de la dévolution de responsabilité du gouvernement fédéral vers le gouvernement territorial. Les groupes autochtones et leurs gouvernements autonomes revendiquent aussi un transfert de responsabilités. Seriez-vous prêt à appuyer une stratégie du GTNO visant à transférer certaines de ses responsabilités vers les gouvernements autochtones? Quels programmes devraient être priorisés dans une telle stratégie?

Question 2 : Économie

Les différentes régions des TNO ont l'impression de ne pas recevoir suffisamment de retombées du développement économique. Seriez-vous en faveur d'une décentralisation accrue des activités du GTNO vers les régions? Quels programmes pourraient faire l'objet d'un tel processus de décentralisation?

Question 3 : Environnement

Lors du plus récent Conseil de la fédération, le premier ministre Handley a rejeté la proposition visant à créer une bourse du carbone. Appuyez-vous cette position? Qu'est-ce que le GTNO peut faire d'autre pour aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Frame Lake

Bisaro, Wendy



Question 1 : Oui. À quel programme devrait-on donner priorité sous une telle stratégie? Dans l'ordre reconnu par le gouvernement, un gouvernement autochtone devrait obtenir la responsabilité de programmes en fonction de:
- négociations avec le GTNO
- son habilité à maintenir les programmes qu'il devra gérer. Si un gouvernement n'a pas la capacité de fournir efficacement un certain programme, il ne devrait pas en recevoir la responsabilité avant d'être bien prêt.

Question 2 : Quels programmes pourraient être concernés dans un tel procédé de décentralisation? La décentralisation de quelque programme que ce soit dépendra des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus. De plus, certains programmes doivent être situés près des utilisateurs et donc ne peuvent être décentralisés.

Question 3 : Nous pouvons travailler à transférer notre consommation d'énergie non renouvelable vers des sources d'énergie renouvelable (hydro-électricité, énergie éolienne, etc). Nous pouvons nous retirer de l'exportation d'énergie non renouvelable et nous diriger vers une économie autonome. Le GTNO peut effectuer des évaluations énergétiques de tous les édifices et programmes et réduire la consommation énergétique en mettant en oeuvre les recommandations fournies par ces évaluations.

Groenewegen, Jeff



Question 1 : J'appuierais un transfert de responsabilités vers le GTNO et les gouvernements autochtones. Mais s'il y a transfert de responsabilités, il doit y avoir un transfert de ressources qui l'accompagnent.

Question 2 : J'appuierais la décentralisation si un gain d'efficacité pouvait être obtenu pour le territoire dans son ensemble.

Question 3 : Le territoire doit investir dans autant de projets hydroélectriques que possible. Cela signifie qu'il faudra établir des partenariats avec l'industrie et les gouvernements autochtones. Tant que nous continuerons à brûler du diesel pour générer de l'électricité, notre capacité de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sera minime.

Johnston, Chris



Question 1 : À l'évidence, le chemin devant mener à une entente finale sur la dévolution s'est avéré cahoteux. Des millions de dollars ont déjà été dépensés pour mettre en place une feuille de route afin d'y arriver. Les résultats escomptés, cependant, n'ont pas été au rendez-vous. Comme député, je travaillerai avec le territoire pour revoir et repenser cette feuille de route. Je m'efforcerai de régler les revendications territoriales avant que nous nous penchions sur le transfert de responsabilités. Justice et équité devraient être les mots d'ordre pour notre gouvernement. Les députés de Yellowknife ne devrait pas se gêner pour parler au nom de la capitale. Vu l'étendu de nos ressources, nous devrions être assis au même siège que le fédéral et les provinces.

Question 2 : L'équilibre fragile entre le choix d'administrer les programmes par région ou sous contrôle d'une entité centrale est affaire d'opinions. Le pendns plutôule entre centralisation et décentralisation est constament en mouvement. Nous ne devrions pas être aveuglé par la question de qui gagne et qui perd quoi. Nous devrions plutôt opter pour les solutions les plus sensées économiquements et celles qui offrent le meileur rapport qualité-prix aux contribuables. Comme député, je veux être le "chien de garde" des intérêts des citoyens et faire constamment rapport à mes concitoyens et aux résidents des TNO.

Question 3 : La question des crédits de carbone est hautement débatable et nous devrions y voir dans un avenir rapproché. Je crois que les mesures d'encouragement, comme le programme actuel de rabais sur les technologies vertes, offrent aux citoyens le choix de faire leur part pour l'environnement. Cependant, je serai aussi raisonnable et prêt à appuyer un développement raisonné et environnementalement durable. Je me tiendrai debout pour dire "non à la dégradation de l'environnement"!

Great Slave

Abernethy, Glen



Question 1 : Le GTNO, en collaboration avec les gouvernements communautaires et autochtones, doit réaliser la dévolution et le partage des revenus afin que nous prenions le contrôle de notre avenir. Il importe que toute entente que le GTNO, de même que les gouvernements communautaires et autochtones, conclut avec le fédéral soit dans le meilleur intérêt des résidents des TNO. Cela inclut l'identification de programmes et services pris en charge par les gouvernements autochtones et communautaires. Je m'engage à travailler pour une entente qui sera dans le meilleur intérêt de tous les Ténois.

Question 2 : Certains programmes offerts actuellement par le GTNO ont une clientèle résidant majoritairement à l'extérieur de Yellowknife. Je serais ouvert à la possibilité de décentraliser de tels services, pour autant qu'il soit déterminé que cette décentralisation est dans le meilleur intérêt des Ténois et du Nord.

Question 3 : Les changements climatiques sont une réalité. [...] Individuellement, nous devons tous faire des choix judicieux. Le gouvernement devrait également faire des choix judicieux et offrir des incitatifs aux résidents et aux entreprises pour qu'ils fassent de même. Un programme de crédit de carbone entre les territoires et les provinces n'est pas la seule option que nous avons pour sauvegarder notre avenir. Je veux être un leader et aider le gouvernement à renforcer et à mettre en oeuvre sa stratégie pour répondre à la question des changements climatiques

Bogan, Mark



Question 1 : Le gouvernement fédéral actuel a accordé au gouvernement territorial une bourse de dix millions de dollars pour étudier la dévolution. [...] Ceci est un indicatif de son niveau d'engagement envers le transfert des responsabilités. Puisque la dévolution peut ne pas se réaliser avant longtemps, des objectifs plus immédiats seraient un meilleur partage des ressources, comparable à d'autres juridictions, ainsi qu'une bien nécessaire augmentation du crédit d'impôt sur la vie nordique. Bien qu'appuyant le transfert des responsabilités, trois gouvernements devront en faire la négociation. Puisque les priorités varient parmi les différents gouvernements autochtones, ce serait à eux de déterminer quels programmes seront prioritaires à leurs communautés.

Question 2 : Dans le Sud, la décentralisation n'a pas fonctionné telle que promise. À titre d'exemple, Toronto s'est retrouvée financièrement écrasée par les responsabilités qui lui ont été attribuées par le gouvernement provincial. Avec une faible population dans un grand territoire, la décentralisation des services pourrait entraîner de plus grands coûts au détriment d'autres programmes. Ces programmes devraient donc être minutieusement examinés afin qu'ils puissent bénéficier de la décentralisation.

Question 3 : Bien que je ne sois pas opposé à l'implantation d'un crédit de carbone, la réduction des émissions de gaz à effets de serre est un objectif plus urgent. La viabilité de la génération d'électricité et l'amélioration de vieux logis et bâtiments, ainsi que l'établissement de standards pour les nouvelles constructions se doivent d'être examinés

Quelques faits historiques sur notre questionnaire

Nous avons fait un petit relevé des résultats de notre questionnaire envoyé aux candidats des deux dernières élections.

- Ce ne sont pas tous les candidats qui répondent à notre questionnaire. Le taux de réponse est très satisfaisant dans la région de Yellowknife (près de 80 %) et beaucoup moindre dans les autres régions (près de 50 %).

- L'expérience influence le comportement des candidats. En effet, tous les députés qui cherchaient à se faire élire de nouveau nous envoyaient leurs réponses.

- Sauf dans un cas, les gagnants des élections dans les circonscriptions sondées avaient répondu à notre questionnaire.

Cette année, le taux de réponse est très bon. Sur 33 candidats contactés, seulement six n'ont pas retourné leur questionnaire pour un taux de participation de 82%. Il ne faut pas conclure que les six candidats qui n'ont pas répondu au questionnaire l'ont fait par négligence. En effet, le court délai dans l'organisation de cette activité peut avoir engendré des erreurs et rien ne garantie que tous les candidats ont été contactés avec succès.

Bonne lecture!

Question 4 : Droits linguistiques

La Cour suprême des TNO a rendu jugement l'an dernier reconnaissant la culpabilité du GTNO sur de multiples infractions à sa Loi sur les langues des TNO. Est-ce que le GTNO devrait cesser de se battre devant les tribunaux et tenter de s'entendre avec la communauté francophone sur la prestation de services en français?

En principe, oui. D'un point de vue pratique, il y a un élément de coût qui doit être considéré. Pour fournir un service en français complet à travers tout le GTNO nécessiterait plus de personnel au gouvernement, alors que plusieurs gens considèrent qu'il y a déjà trop d'employés.

Si le GTNO a pris un engagement, alors je pense qu'il doit tenir sa parole. À quoi bon avoir des lois et des politiques si nous ne les respectons pas? Comme toujours, les coûts sont la première chose à considérer. Nous devons trouver des façons économiques d'offrir ces services.

Il est malheureux qu'encore aujourd'hui les droits des francophones sont toujours bafoués au Canada. Les sevices en français ne sont pas qu'une parure; ce sont les droits de chaque Canadien francophone. Prenons les mesures qui s'imposent lors de la prochaine Législature.

Nous vivons dans un pays bilingue et dans un territoire multilingue. Je pense qu'au niveau territorial, le gouvernement doit faire les efforts nécessaires pour s'assurer que tous les services sont disponibles dans chacune de nos langues officielles. Quant à la poursuite judiciaire entre le GTNO et la communauté francophone, je ne suis pas en mesure de prendre une décision éclairée sur le sujet étant donné qu'une bonne partie de l'information entourant ce dossier est toujours confidentielle. Je suis intéressé à en apprendre davantage sur ce dossier et de prendre la direction qui s'impose dans le meilleur intérêt des Ténois (y compris de la communauté francophone).

Le GTNO devrait suivre ce qui est prescrit par la Loi.

Question 5 : Développement social

Plusieurs services non gouvernementaux (comme Bosco Homes à Fort Smith et Nats'ejée K'éh Treatment Centre de Hay River) offrent des services de santé au public, mais sont aux prises avec des contraintes financières importantes. Que feriez-vous pour résoudre cette situation?

Une possibilité serait de négocier avec le fournisseur un salaire minimum compétitif pour leurs employés. Les coûts du contrat chargé au GTNO augmenteraient et laisseraient miroiter des coûts salariaux plus élevés pour l'entrepreneur.

Ses prestataires de services n'ont besoin que d'une seule chose : plus de financement. C'est la seule solution. Des services tels que ceux-ci ont besoin de plus que de la bonne volonté pour survivre. Les employés de ces organismes travaillent dur et ils doivent être rémunérés en conséquence.

La croissance économique soutenue est une lame à deux tranchants. Comme gouvernement, je pense que nous devons prendre le temps d'écouter et d'appuyer les organisations non gouvernementales et les travailleurs de premières lignes. Répondre à leurs préoccupations nécéssite plus que de leur lancer des sous sur le problème. En consultant ceux qui comprennent le mieux ces enjeux, nous pouvons investir nos ressources sagement et éliminer les disparités sociales qui affligent nos communautés.

Plusieurs organisations non gouvernementales et autres composantes du secteur bénévole, entre autres les Maisons Bosco et le Centre Nat'ejée K'éh, sont près du point de crise (ou l'ont atteint) en raison d'un manque d'appui gouvernemental. Je m'engage à travailler à l'élaboration d'un cadre de travail sur la responsabilité des tierces parties qui aidera la conclusion d'accords de financement pluriannuels entre le GTNO et le secteur bénévole (y compris les ONG). Cela donnera à ces organisations la stabilité nécessaire afin de se concentrer sur les programmes et services qu'ils offrent avec passion; plutôt que de lutter pour leur survie.

Actuellement, le ministère de la Santé et des Services sociaux est le ministère qui dispose du budget le plus volumineux. Ce serait une priorité pour moi que de déterminer avec quelle efficacité il fournit des services et de voir si le secteur parapublic peut offrir plus efficacement certains services.

Question 6 : Général

Énumérez quelles seront vos trois principales priorités au cours des quatre prochaines années.

Nous devons continuer de négocier avec le gouvernement fédéral pour obtenir un accord de dévolution de qualité.

Nous devons assurer un accord sur le partage des revenus des ressources qui nous permettra de garder notre propre revenu, qui assurera une position économique stable et un retour équitable des ressources publiques.

Nous devons continuer de faire des améliorations dans l'enveloppe sociale (les services sociaux, l'éducation, la santé).

1) Créer des objectifs mesurables et atteignables pour assurer le succès académique de nos enfants de nos jeunes et des adultes, partout dans le territoire.

2) Un retour aux priorités des concitoyens de Yellowknife. [...] Améliorer l'infrastructure de la capitale. [...]

3) Stimuler le développement économique durable partout au territoire en encourageant l'extraction des ressources renouvelables et non renouvelables tout en protégeant l'environnement.

1. Régler le dossier des infrastructures dans le parc de maisons mobiles Northlands. Assez, c'est assez!
2. Dossier du parc de maisons mobiles Con/Rycon: il fauut régler l'affaire
3. Éliminer les disparités sociales.

1. Tendre vers un secteur parapublic durable en développant des accords de financement pluriannuels fondés sur un cadre de travail de responsabilisation exhaustif [...].

2. [...]Travailler au développement de modèles de prestation de services alternatifs et réévaluer le nombre de médecins de famille.

3. [...] M'engager à travailler au règlement d'ententes sur la dévolution et le partage des revenus qui bénéficieront tous les Ténois.

1. Un meilleur partage des revenus avec le gouvernement fédéral.

2. Un meilleur rendement dans l'offre des services de santé, d'éducation, de services et de programmes sociaux.

3. Accélérer le travail des entreprises établies ou qui désirent s'établir aux TNO.

Circonscription électorale
Candidats

Question 1 : Dévolution et gouvernements autochtones

Question 2 : Économie et décentralisation

Question 3 : Environnement et bourse du carbonne

Hunt, Christopher



J'ai la conviction qu'une étape importante dans la planification de l'avenir des TNO est la conclusion d'une entente équitable et rapide sur la dévolution et le partage des revenus. Il s'agit là de deux pièces importantes du casse-tête et requièrent toutes deux une attention et des actions sérieuses. Nous devons également négocier le meilleur partage de responsabilité possible entre le GTNO et nous gouvernements autonomes autochtones. [...] Ce à quoi ressembleront ultimement ces accords de partage de responsabilités ne peut être déterminé sans que nous ayons réuni pour régler la question de la dévolution et les revendications territoriales en suspens.

Nous avons besoin d'une approche multilatérale à la question du développement économique régional. Cela implique bien plus que la décentralisation des opérations du GTNO. Le plus important est d'inclure les régions au sein du développement des ressources de même que dans toutes les industries périphériques créées par la croissance de l'industrie minière et de l'exploration dans le Nord. Cela signifie identifier les activités économiques qui conviennent le mieux à chaque région et encourager le développement économique pour que les régions puissent saisir les occasions qui en découle. [..]

Les Ténois sont très au courant des enjeux entourant, à long terme, les préoccupations environnementales. Nous sommes entourés par la nature et vivons dans un des plus beaux endroits sur Terre. Nous savons, mieux que quiconque, apprécier la beauté et la valeur de notre environnement. [...] J'estime que notre gouvernement devrait d'abord s'employer à appuyer les agences communautaires déjà en place pour assurer un respect de notre territoire et de notre environnement. [...] Il serait redondant de créer une nouvelle couche de législations qui risquerait de détourner les ressources gouvernementales d'autres priorités plus pressantes.

MacKenzie, Beaton



Je crois que certains programmes peuvent être administrés conjointement avec les communautés, tels que les programmes d'éducation et de santé.

Je pense que la plupart des agences sont déjà utilisées à leur plein potentiel et que tout changement d'infrastructure devrait être étudié en fonction de sa faisabilité du point de vue des coûts et de l'efficacité administrative.

Je pense que le gouvernement a déjà une bonne stratégie énergétique en place, mais il doit éduquer les communautés s'il veut avoir plus de succès dans sa lutte aux gaz à effet de serre.

Ritchie, Doug



Quelques responsabilités territoriales ont déjà été transférées aux gouvernements autochtones en vertu des revendications territoriales et des accords d'autonomie gouvernementale. On peut donner l'exemple de l'éducation et de l'administration des ressources. Cela doit se poursuivre et se poursuivra au fur et à mesure que les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale sont mises en oeuvre. Le GTNO doit jouer un rôle de coordination pour assurer des standards territoriaux e services. Il n'y a pas de solution unique de transferts de compétences. Il y aura des différences d'une région et d'une communauté à l'autre.

Le niveau de transfert de services (décentralisation) dépendra des négociations d'autonomie gouvernementale. Pour ce qui est du développement économique, nous devons voir à diversifier notre économie d'un point de vue gouvernemental et de la grande industrie. Encourager les petites entreprises et les services professionnels dans les communautés aidera au développement économique tout comme le développement social.

Non. Le GTNO doit appuyer un système national d'échange de crédits d'émission de carbone, mais ce n'est qu'une façon parmi plusieurs de réduire des impacts des changements climatiques. D'autres mesures sont nécessaires: le développement des énergies renouvelables (notamment l'énergie géothermique), exiger une grande efficacité énergétique dans le bâtiment et mettre en oeuvre le principe du pollueur-payeur. Nous avons également besoin de mesures d'adaptation pour faire face aux conséquences des changements climatiques.

Hay River Nord

Delorey, Paul

NDLR: Paul Delorey a retourné le questionnaire de L'Aquilon, mais n'y a pas répondu. Il indique avoir présentés ses intentions et ses priorités dans ses documents de campagne. Il se dit au courant des enjeux soulevés dans les questionnaire de L'Aquilon et estime qu'ils seront "sans l'ombre d'un doute mis de l'avant au courant de la 16e législature".

McKay, Vince

La dévolution est importante et elle est continue. Ça a commencé dans les années 70 lorsque les TNO sont passés d'un conseil à un gouvernement. Durant les trente dernières années, les TNO ont acquis le contrôle sur les services de soin de santé, l'éducation, les transports et bien plus. Le GTNO doit continuer à obtenir le contrôle sur nos ressources comme le statut provincial. Je suis en faveur de faire tout ce qui est dans le meilleur intérêt de tous les partis.

Premièrement, le GTNO doit reconnaître que la majeure partie de l'appareil gouvernemental est situé à Yellowknife et qu'il y a beaucoup plus à ce territoire que simplement Yellowknife. La décentralisation aidera d'autres communautés à croître économiquement. Plusieurs programmes, tel que la Justice, les jeunes contrevenants, etc. peuvent être décentraliser de Yellowknife.

Quels sont les avantages et les désavantages? Devons-nous vraiment nous concentrer sur quelque chose comme ça alors que nos citoyens sont sans-abri et affamés?Je suis en parti d'accord avec le premier ministre Joe Handley. Mais nous avons besoin de quelque chose rapidement. Est-ce demain? Je ne crois pas, mais bientôt. Je crois que nous faisons notre part tranquillement et avec notre population, combien contribuons-nous [émissions de GES] vraiment? Ceci est un enjeu important, mais nous devons établir nos priorités.

Hay River Sud

Groenewegen, Jane



J'appuie la dévolution de pouvoir du Nord tant vers le gouvernement territorial que vers les gouvernements autochtones. Le détail des programmes qui seront assumés par les gouvernements autochtones sera réglé aux tables de négociation sur l'autonomie gouvernementale.

Là où les programmes et services, voire les centres opérationnels, peuvent être transférés hors de Yellowknife sans altérer l'efficacité de leurs opérations, cela doit être fait. Il faut de la volonté politique. Ce ne sont pas toutes les communautés qui ont une manne de ressources naturelles à leurs portes. Le gouvernement ne peut pas changer ça, mais il peut tenter de créer de l'activité économique dans l'ensemble du territoire en agissant là où il contrôle la situation.

Nous pouvons avoir un impact sur les émissions de gaz à effet de serre en développant nos gisements de gaz naturel, dans le Nord, afin d'approvisionner les marchés du Sud avec une forme d'énergie plus propre.

McMeekin, Greg



[...] Sous le dernier gouvernement, le budget a presque doublé, mais du même coup notre économie a fléchi, les problèmes de logements n'ont pas été adressés, notre système de santé ne répond pas aux besoins de 80 % de la population, [...] et la liste se poursuit. Bref, le gouvernement précédent manquait de vision. [...] Je promeus un « nouveau gouvernement des TNO » transparent, responsable et efficace. Alors, et seulement à ce moment-là, pourrons-nous envisager de prendre d'autres responsabilités à notre charge. Je crois que ça peut être fait en deux ans, mais il faut d'abord réparer le mal qui a été fait. L'ancien gouvernement nous a vraiment laissés en mauvaise posture.

Je suis d'accord. Les régions ont été privées du développement économique. Le dernier gouvernement a pris tout l'argent des TNO et l'a gaspillé à Yellowknife et dans un gazoduc qui ne sera peut-être même pas construit. À cause de ça, l'économie des TNO est misérable. J'ai des idées pour reconstruire l'économie des TNO et contribuer à la croissance économique du territoire pour les quatre prochaines années. Mais cela ne sera possible que si j'ai le support nécessaire. Autrement, les TNO sont voués à leur perte d'ici trois ans. [...]

Je pense que M. Handley [sic] s'est opposé au crédit de carbone, avec le projet de gazoduc en tête. J'envisage plusieurs options qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre du GTNO et de ses agences. Ils sont les premiers émetteurs de gaz du Nord. Je vais montrer l'exemple.

Question 4 : Droits linguistiques des francophones

Comme Ténois, nous devons valoriser les différentes langues qui font de notre coin de pays un endroit unique. La langue est une question qui me tient à coeur, parlant moi-même couramment l'inuktitut, la langue de la majorité au Nunavut. Je connais les défis associés à la protection des langues (plusieurs langues autochtones ont aujourd'hui grand besoin de programmes solides pour survivre), et je respecte entièrement les luttes pour maintenir la santé des langues. Je suis persuadé qu'une solution équitable peut être atteinte pour que les droits des Franco-ténois soient respectés. Je souhaite prendre part à cette solution dans l'exercice de mes fonctions à l'Assemblée législative.

Le gouvernement doit reconnaître la culture francophone, mais il fait face à de grands défis pour attirer des gens au Nord pour combler les postes.

Oui, le GTNO doit cesser de lutter et s'entendre avec la communauté francophone. Cependant, un aspect du dossier est que, en quelque sorte, la langue française « gagne » aux dépens des langues autochtones. Nous devrions tenter d'étendre davantage les droits linguistiques autochtones, plutôt que d'amoindrir ceux des francophones. Assurons-nous que les services essentiels sont disponibles dans chacune de nos langues officielles. Nous avons besoin d'offrir de la formation en traduction et interprétation pour toutes les langues. Dépensons donc notre temps et notre argent à travailler ensemble et à apprendre l'un de l'autre plutôt qu'à se chamailler.

Un problème que j'ai avec cela c'est que je sais que le français est la deuxième langue au Canada, mais ce n'est pas la seule langue. Aux TNO, nous avons plusieurs langues autochtones tandis que pour moi, étant Cri-Métis, je n'ai pas l'opportunité d'écrire et de lire dans ma propre langue. […] Mon épouse est francophone, mon fils de quatre ans parle couramment le français et bientôt ma fille aussi. Mais c'est regrettable que je n'aie jamais l'occasion d'apprendre ma langue pour que je puisse la transmettre à mes enfants. Je crois que le GTNO ne devrait pas continuer dans cette poursuite judiciaire puisque cela pourrait créer des précédents et que le GTNO pourrait avoir à tout traduire dans toutes les langues des TNO. Ceci coûterait des milliards de dollars. Cet argent serait mieux dépensé pour nos enfants, la pauvreté, et les soins de santé.

Je ne crois pas qu'il faille gaspiller de l'argent en frais de cour quand cela peut être évité, à condition que ce qu'on nous demande soit raisonnable et abordable pour le GTNO. J'appuierais une augmentation des services en français sur une base progressive afin de corriger les violations. Si possible, je le ferais avec l'appui financier du fédéral, notamment de Patrimoine canadien.

Le gouvernement fédéral a signé une entente avec le gouvernement du Yukon sur les droits linguistiques. Si je suis élu et que j'occupe le siège du premier ministre, je vais tenter d'obtenir un arrangement similaire pour les TNO et ferai de même pour toutes les langues officielles.

Question 5 : Financement des organismes de soins de santé non gouvernementaux

Nous devons réaliser l'importance de valoriser un secteur non gouvernemental en santé et comprendre qu'un financement adéquat de se secteur n'est pas seulement une partie de développement économique, mais bien un prérequis de celui-ci. Je prévois travailler sans relâche pour que notre secteur parapublic ait les moyens nécessaires pour aider les personnes des communautés dans le besoin. Il est essentiel d'avoir des communautés en santé pour réaliser tout progrès que nous espérons atteindre en tant que territoire.

Tout le monde devrait être payé de la façon appropriée selon ses compétences et ses qualifications.

Le secteur bénévole est un important secteur de notre société et de notre économie. Une progression vers la parité salariale avec le secteur public est nécessaire pour récompenser un travail équivalent. Nous avons besoin d'un financement stable et à long terme pour les services essentiels desservis par des organismes non gouvernementaux.

Le GTNO doit évaluer le financement de ces organismes vitaux afin de s'assurer qu'un financement adéquat leur est fourni pour que ces services inestimables continuent de fournir l'aide nécessaire et le support aux citoyens du Nord.

Historiquement, ces contrats avec des tierces parties engendrent des inconvénients parce qu'ils offrent rarement la parité salariale et des bénéfices sociaux comparables à ceux des employés du GTNO. Il y aura toujours des mécontentements chez les travailleurs tant que cette situation perdurera. Le GTNO devrait ou bien assumer lui-même ces services, ou alors s'assurer qu'il paye suffisamment les contractuels ou les ONG pour qu'ils puissent compétitionner avec les postes de la fonction publique.

Je crois que c'est en créant des occasions pour les gens que nous résoudrons les problèmes sociaux. On a beau avoir toute la volonté du monde, s'il n'y a pas d'occasions, on ne peut rien accomplir, ni pourvoir aux besoins de sa famille ou vivre une vie saine. Je crois aussi que si l'on crée des occasions les gens vont prendre de bonnes décisions pour eux et pour leur famille. Cela va alléger le fardeau des programmes sociaux. [...] Je ne pense pas qu'on devrait octroyer un contrat de 1,9 million de dollars à une compagnie d'Alberta quand le centre Nats'ejée K'éh a démontré que les Ténois peuvent faire le travail et offrir les services nécessaires. Le GTNO devrait encourager les entreprises des TNO.

Question 6 : Les trois priorités des candidats

Au niveau local (Yellowknife), je vais travailler pour améliorer la sécurité et la qualité de vie de notre communauté, et cela implique nécessairement d'aider les gens qui tombent dans les craques du système.

Sur le plan territorial, nous devons nous assurer de régler au plus tôt les enjeux de la dévolution et des revendications territoriales en suspens.

Nous devons enfin trouver des solutions pour réduire le coût de la vie dans le nord, notamment en utilisant les technologies disponibles pour réduire le coût du chauffage.

- Diversifier nos ressources.
- Promouvoir l'éducation secondaire et les programmes pour les élèves qui ont des besoins spéciaux.
- Réévaluer nos programmes de santé pour en tirer le maximum.

1. Le coût du logement : nous devons moderniser la *Loi sur le logement*, offrir des incitatifs aux constructeurs de logement abordable et créer des programmes d'efficacité énergétique pour les appartements.
2. Les changements climatiques : Nous devons contrôler le rythme et l'ampleur du développement, mettre en oeuvre le principe du pollueur-payeur et planifier l'adaptation aux changements climatiques.
3. Un Yellowknife sain et sécuritaire: Nous devons impliquer tous les paliers gouvernementaux et les groupes communautaires, faire de la prévention la pierre angulaire des programmes de santé et services sociaux et améliorer l'accès aux traitements des toxicomanies.

1. Les soins de santé: Je voudrais que Hay River soit le Centre Régional de la Santé pour le Slave Sud et le Deh Cho.
2. L'éducation: Hay River a désespérément besoin d'une nouvelle école secondaire et j'aimerais travailler là-dessus.
3. Tourisme: Ceci restera ici bien après que le pétrole, le gaz naturel et les diamants, alors nous devons en prendre soin.

1) La stabilisation des soins de santé à Hay River par le recrutement et la rétention d'une cohorte entière de professionnels de la santé. [...]

2) Assurer des ressources financières suffisantes pour nos institutions d'éducation [...], rénovations de l'école secondaire Diamond Jenness.

3) La diversification et l'appui aux initiatives économiques dans le secteur des ressources renouvelables, de la pêche commerciale, de la fourrure et de la foresterie. [...]

1) Établir un gouvernement plus transparent, efficace et responsable.

2) Répondre aux besoins de santé et au gaspillage en réduisant les frais d'exploitation.

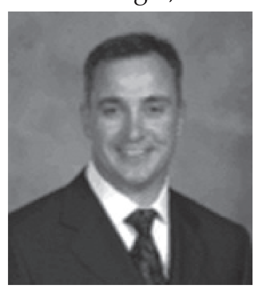
3) Stabiliser l'économie des TNO et développer l'infrastructure pour permettre la croissance économique.

Circonscription électorale
Candidats

Question 1 : Dévolution et gouvernements autochtones
Question 2 : Économie et décentralisation
Question 3 : Environnement et bourse du carbonne

Hay River Sud (suite)

Miltenberger, Marc



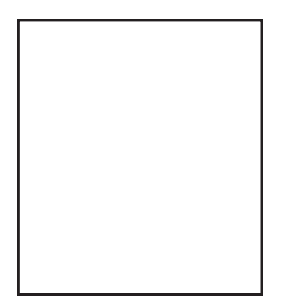
Question 1 : J'appuie la dévolution de services vers les gouvernements autochtones et les ONG, là où l'offre de services ne serait pas négativement affectée et où la qualité de vie de la population s'en trouverait améliorée. Bien que je ne sois pas en mesure d'énumérer quels programmes spécifiques devraient être transférés, je citerai, à titre d'exemple, les programmes présentement offerts depuis Yellowknife et qui pourraient être pris en charge par les gouvernements autochtones, permettant ainsi d'offrir les services plus efficacement, plus rapidement et dans la langue maternelle de la clientèle.

Question 2 : J'appuie la décentralisation là où cela vaut la peine. Quand il n'y a pas d'impacts négatifs sur le programme et les services, alors j'encouragerai le gouvernement à relocaliser les opérations à l'extérieur de Yellowknife. Les nouveaux programmes doivent être étudié de près par afin de s'assurer que cette perspective a été examinée avant qu'ils ne reçoivent l'assentiment de la Chambre. Cela favoriserait l'investissement dans les centres périphériques et encouragerait les fournisseurs à investir dans les communautés. Le GTNO devrait s'inspirer de l'exemple du Nunavut et voir comment cela peut s'appliquer aux TNO.

Question 3 : Le crédit de carbone a le mérite de permettre de neutraliser l'impact de projets polluants en encourageant d'autres projets plus propres[...]. Nous ne pouvons pas nous engager seuls dans cette voie. Notre économie est trop restreinte et il ne sera pas possible de neutraliser l'impact d'un projet comme le gazoduc du Mackenzie avec des échanges de carbone limités aux frontières de notre territoire. [...]Je pense qu'une approche progressive de développement et qu'une emphase sur le développement des ressources renouvelables nous permettrait de commencer à réduire nos émissions de GES. Le GTNO devrait être un leader dans le développement d'énergies alternatives et de la construction de bâtiments écoénergétiques.

Inuvik Twin Lakes

Kurszewski, Denise



Question 1 : Les négociations sur la dévolution perdurent depuis plusieurs années et sont maintenant arrêtées en raison de divergences quant à l'octroi des ressources adéquates au GTNO par le fédéral. [...] Le Canada et le GTNO ont l'obligation de consulter les gouvernements autochtones afin de s'assurer qu'ils participent aux pourparlers sur la dévolution, dans le cadre des ententes sur leurs revendications territoriales. [...] Les zones de compétences qui devraient être transférées en priorité sont les terres et l'administration des ressources étant donné que c'est principalement là-dessus que porte la dévolution. [...]

Question 2 : Dans la région d'Inuvik et la circonscription d'Inuvik Twin Lakes, le GTNO a décentralisé certaines de ses opérations et ça a bénéficié à l'économie locale. Je crois que chaque communauté et chaque région possèdent des forces sur lesquelles elle peut bâtir ses assises. [...] Si cela est sensé de décentraliser les activités gouvernementales pour renforcer les capacités déjà établies d'une région, alors cela doit être envisagé. [...] Je crois surtout que de se concentrer sur le bien-être et l'éducation des individus et des familles est un bon point de départ pour le développement économique et que la diversification de l'économie est essentielle à notre durabilité à long terme.

Question 3 : Aucun commentaire.

McLeod, Robert

Kam Lake

Enge, Brad



Question 1 : […] Le Canada est engagé a transférer des services et programmes au GTNO. Simultanément, le GTNO doit négocier, avec les organisations et gouvernements autochtones, une entente parallèle. Je m'attends à ce que tous les services et programmes qui seront dévolus au GTNO seront ensuite transférés aux gouvernements et organisations autochtones. L'étendu de cette dévolution reste toujours à déterminer, mais je m'attends à ce que les programmes et les services soient transférés avec le financement nécessaire.

Question 2 : La décentralisation n'est pas une solution. Vu que la dévolution et le partage de revenus sont présentement en cours de négociation, je m'attends à ce que le transfert de services et programmes génèrera, fort probablement, du développement économique dans chacune des communautés.

Question 3 : Nous avons besoin du développement économique, mais pas au prix de la dévastation de l'environnement. Des politiques et des règlements favorisant le développement durable est le genre d'approche que je préconise. Il faut garder en tête que nous avons de graves problèmes sociaux dans le Nord et qu'une façon d'y répondre, c'est d'encourager le développement économique durable. Tout ce qui est raisonnablement envisageable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre devrait être entrepris. Si je suis élu député, je ferai ma part pour persuader le GTNO de l'importance d'apporter les rénovations qui s'impose aux bâtiments gouvernementaux pour que nous réduisions ces émissions.

Ramsay, Dave



Question 1 : J'ai été très loquace ces quatre dernières années quant au manque d'une stratégie sur les ressources humaines exhaustives qui prendraient en compte le fait que les accords d'autonomie gouvernementale sont en constante évolution, et donc qu'il faut s'assurer que nous ne dédoublons pas inutilement les efforts déployés par le GTNO et les gouvernements autochtones. Le GTNO doit certainement assumer ses engagements envers les gouvernements autochtones. Il incombe au GTNO de s'assurer que l'argent requis pour assumer de nouvelles responsabilités sera au rendez-vous quand la dévolution sera acquise. Sans les ressources nécessaires, nous pourrions mettre à mal notre capacité à répondre aux besoins des citoyens. C'est sur les compétences des gouvernements autochtones que doit se mettre l'accent. Qu'on leur délègue les pouvoirs administratifs au fur et à mesure qu'ils sont prêts à assumer ces responsabilités.

Question 2 : J'appuierais la décentralisation à condition que cela soit sensé économiquement et que l'on puisse assurer un logement adéquat aux employés. Je m'y opposerais si ce n'était motivé que par des raisons politiques. Je crois que nous devons poursuivre notre appui au développement des ressources, si l'on veut dégager des occasions d'affaires durables dans les régions.

Question 3 : Le GTNO a développé une stratégie sur les gaz à effet de serre et un pan énergétique. C'est un pas dans la bonne direction. Cela étant dit, le prochain gouvernement doit continuer d'examiner l'impact de ses opérations. Nous devons aussi financer davantage les programmes par des prêts et des subventions pour encourager les citoyens à effectuer des rénovations pour rendre leurs logements plus éco-énergétiques, à changer leurs vieux électroménagers et aussi à améliorer le programme de recyclage pour que plus de matière soit récupérée.

Range Lake

Geraghty, Ashley A.



Question 1 : Nous devons obtenir des responsabilités similaires aux provinces. Au fur et à mesure que le gouvernement fédéral nous transfert de nouvelles responsabilités, le GTNO doit à son tour transférer des pouvoirs aux gouvernements municipaux. L'autonomie gouvernementale autochtone est déjà en place dans certaines régions. Nous devrions continuer de cheminer dans cette voie.

Question 2 : La décentralisation a ses limites, car il peut être pratiquement impossible de recruter des employés pour des postes dans les petites communautés. Ainsi, les services et les personnes qui reçoivent ses services en souffrent. Pour que le gouvernement soit efficace, il doit pouvoir fonctionner. La décentralisation récente au Nunavut est un bon exemple d'échec. Il y a d'autres façons de redistribuer les fruits du développement économique sans qu'on doive décentraliser les services. À l'évidence, les résidents de Range Lake veulent davantage de services – entre autres plus de formation professionnelle par l'entremise du Collège Aurora.

Question 3 : L'étape la plus cruciale que le GTNO puisse franchir serait de convertir ses centrales au diesel en centrales au « diesel vert » ou au bio-diesel. La production d'énergie éolienne serait également un grand pas en avant. Du point de vue des résidants des TNO, le remplacement des ampoules conventionnelles par des ampoules fluo-compactes et l'usage de système de chauffage écoénergétique auraient un impact significatif.

Question 4 : Droits linguistiques des francophones

Le GTNO doit aller de l'avant avec l'offre de services dans les langues officielles; pas seulement pour les francophones, mais aussi pour les langues autochtones. La protection et l'usage des langues maternelles devraient être encouragés au sein du gouvernement. Tous les citoyens devraient avoir le droit de s'adresser au gouvernement dans leur langue.

Je supporte pleinement les droits des résidents des TNO qui parlent les langues officielles du territoire et qui veulent recevoir des services dans leur langue. Aux TNO, le gouvernement doit répondre aux besoins des francophones et des locuteurs des langues autochtones. Le GTNO devrait trouver des pistes d'accommodation avec la communauté francophone, plutôt que de s'en remettre aux tribunaux. Le Canada a aussi une esponsabilité dans ce dossier : s'assurer que le GTNO a à sa disposition les ressources nécessaires pour offrir ces services.

Cette question est présentement devant les tribunaux, je m'abstiendrai donc de la commenter car je ne veux pas mettre en péril mon impartialité. En qualité d'avocat expérimenté cependant, j'indiquerai simplement que les règlements convenus par la voie de la négociation sont toujours plus efficaces, pour autant que chaque partie demeure raisonnable.

Il est malheureux que ce dossier soit tombé devant la Cour. L'argent des contribuables devrait servir à de meilleurs usages que cela. Le dossier est entre les mains de la Cour, alors je devrais garder mes commentaires jusqu'à ce que ce soit réglé.

Il faudrait un changement de leadership pour que ça se produise. La députée sortante de Range Lake n'a même pas fait l'effort de produire un seul document de campagne en français, et ce, même s'il y a de nombreux foyers francophones dans cette circonscription. Mon site Web et mes brochures sont bilingues (anglais-français). Oui, le GTNO devrait cesser de se battre en Cour contre les droits acquis à chacun des Canadiens.

Question 5 : Financement des organismes de soins de santé non gouvernementaux

Les ONG qui offrent des services pour le compte de gouvernement font face à de grandes contraintes financières et administratives. Dans plusieurs cas, les salaires qu'elles offrent ne font pas le poids vis-à-vis le secteur public et le personnel est dur à trouver comme à garder. Le GTNO doit s'asseoir avec ces groupes et établir une stratégie pour mieux travailler avec eux. Le financement devrait être indexé au taux d'inflation et être comparable à ce que le GTNO paye pour sa fonction publique. Ainsi, les ONG pourront garder leurs employés et se concentrer sur l'offre de services.

Plusieurs organismes non gouvernementaux font face à des contraintes financières. Récemment à Inuvik, le Family Counselling Committee a décidé de remettre ses opérations dans les mains du GTNO parce qu'il ne pouvait plus compétitionner avec ce dernier pour les salaires et ne pouvait plus garder ses employés. Notre centre de femmes et notre refuge pour sans-abri sont constamment sous pressions en raison du manque de financement. Je pense que le GTNO doit appuyer les ONG, notamment celles qui sont établies depuis longtemps et qui ont une bonne base dans leur communauté.

Il faut s'assurer que ça vaux la peine sur le plan économique avant d'augmenter quelque financement que ce soit. C'est de l'argent des contribuables qui ont trimé dur pour le gagner dont il s'agit. Les députés sont responsables de l'usage des fonds publics. À cet égard nous ne devrions pas engager plus de dépenses sans être assurés que ça en vaudra la peine. Parfois, certains services sont mieux administrés dans le secteur non gouvernemental que par le secteur public [...]. Je voudrais que l'on détermine où la pression est plus forte, que l'on examine à fond la situation pour que l'on puisse prendre une décision éclairée qui fait l'équilibre entre le pour et le contre d'une augmentation de financement.

Cela va coûter plus cher, mais la chose la plus pratique à faire serait d'examiner les contrats qui lient ces organisations au gouvernement et régler les écarts de salaires entre les employés du GTNO et les contractuels du secteur parapublic.

Le GTNO doit financer les employés des ONG au même taux qu'il payerait des employés de la fonction publique pour effectuer ce même travail. Une évaluation des centres de services et un financement adéquat doivent être la norme.

Question 6 : Les trois priorités des candidats

- Bien-être des communautés
- L'éducation
- L'enfance et la jeunesse

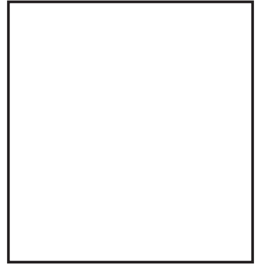
Mes trois priorités: les familles, l'éducation et les ressources.

La responsabilité fiscale – un exercice financier à base zéro devrait être établi après l'élection pour voir comment nous pouvons dépenser plus efficacement.

Le développement économique – nous devons poursuivre le développement de notre économie pour générer des occasions d'affaires pour nos résidents.

L'éducation et la formation – nous devons continuer de préparer nos résidents à profiter des occasions que notre économie fondée sur les ressources a apportées et continuera de nous apporter.

- Réduire la violence familiale
- Améliorer les services à la petite enfance
- Améliorer l'accès aux soins de santé

Circonscription électorale Candidats	Question 1 : Dévolution et gouvernements autochtones	Question 2 : Économie et décentralisation	Question 3 : Environnement et bourse du carbonne
Range Lake			
Lee, Sandy 	Un exemple récent de transfert d'autorité est celui du transfert de certains programmes de santé par le GTNO vers le gouvernement du Tlicho, mais ce dernier a décidé de maintenir ce programme administré par le GTNO pour les dix prochaines années. Je crois que le GTNO doit rester ouvert à de telles options. Nous devons aussi demeurer conscients de l'infrastructure et des capacités de ressources humaines de nos régions et communautés ainsi que des impacts de la dévolution de programmes gouvernementaux sur les employés actuels du gouvernement. Toutes dévolutions, qu'elle soit du fédéral au GTNO ou du GTNO aux gouvernements autochtones doit être accompagné des ressources nécessaires à l'administration du programme. Tous ceux qui sont concernés doivent avoir leur mot à dire sur comment et quand ce processus doit prendre place.	La stratégie de développement optimale est celle d'une collaboration entre les activités du secteur public et celles du privé. Je suis en faveur d'un développement durable d'un pipeline, d'hydro, des minéraux et d'un développement du tourisme dans le Nord puisque tous ces projets ont le potentiel d'offrir des bénéfices à différentes régions des TNO dépendamment de l'endroit où ces développements auront lieu. Je crois que les services gouvernementaux se doivent de se trouver le plus proche possible des gens qu'ils servent, mais je ne suis pas pour la décentralisation dans le simple but de décentraliser. Une meilleure façon de stimuler la croissance économique dans les régions est de maximiser les forces économiques locales.	Je crois que toutes les options doivent être revues et considérées afin d'adresser le niveau des émissions de gaz à effet de serre et l'ensemble du défi des changements climatiques. Nous devons faire tout ce qui est possible avec l'équilibre adéquat, afin de protéger notre environnement et de maintenir une croissance économique viable.
Thebacha			
Marie-Jewell, Jeannie			
Martselos, Peter 	La réponse est simple : oui! J'appuie le transfert de responsabilités. Je pense qu'il faut aborder cette question par un examen serein des responsabilités à transférer. Il importe surtout de porter attention aux capacités et aux compétences des organismes non gouvernementaux, des agences et des groupes d'intérêts afin de déterminer qui est le plus apte à accepter de nouvelles responsabilités.	Je supporte pleinement la décentralisation des services vers les régions. Avec les technologies modernes, il est désormais facile d'offrir des services gouvernementaux à partir de chaque région. Un examen des services offerts par chaque ministère doit être entrepris pour identifier chaque programme qui puisse être pris en charge par les communautés. La décentralisation doit se faire de telle sorte que l'exercice demeure rentable et qu'il ne diminue pas l'efficacité et la qualité des services prodigués.	[...] Mais je crois cependant à l'efficacité des politiques incitatives (il importe de tenir des consultations publiques pour déterminer avec exactitude quels incitatifs doivent être mis en place). Je pense également que le GTNO doit prêcher par l'exemple quant à la réduction des gaz à effet de serre. Il faut plus que des vœux pieux. Nous devons utiliser des véhicules plus propres, il faut encourager le développement des réseaux de sentiers entre les communautés, et utiliser plus efficacement les technologies de l'information et de la communication pour éviter les déplacements inutiles. Nous devons exiger des bâtiments plus écoénergétiques, tant de la part de ceux à qui nous louons des espaces que dans la construction ou la rénovation de nos édifices.
Miltenberger, J. Michael C. 	La dévolution sera une responsabilité négociée et partagée par le GTNO et les gouvernements autochtones. Les principaux enjeux immédiats sont l'eau, le contrôle sur les terres et le développement des ressources.	J'appuie une plus grande décentralisation là où c'est sensé. Certains des parcs du GTNO pourraient être décentralisés, de même que le secrétariat qui sera créé pour s'occuper des agences et des commissions. Aussi, certains des services de réhabilitation de la Commission des accidents du travail pourraient être décentralisés grâce à la création d'équipes de réhabilitation basées dans les différentes régions des TNO.	Je préférerais que les TNO réduisent leurs émissions en compensant; en conservant; en ayant de meilleurs standards de construction, énergétiquement efficaces; en augmentant le recyclage et en élargissant les projets hydro-électriques jusqu'aux mines de diamants.
Weledeh			
Bromley, Bob 	C'est d'abord aux tables de négociations des traités et des gouvernements autonomes que devraient se négocier la propriété, le contrôle et l'administration des terres et des ressources par les Autochtones. Dans l'éventualité que certains groupes veulent négocier des ententes d'administration ou de juridiction dans le contexte des négociations sur la dévolution, alors je suis d'accord dans la mesure où les négociations de revendications territoriales ne sont pas menacées. Tout transfert de pouvoir et partage de revenus entre les gouvernement territorial et autochtones devrait être négocié dans le cadre d'une entente sur la dévolution avec le fédéral.	Je supporterais la décentralisation si des recherches démontraient que c'est avantageux quant aux coûts et que ça donne de bons résultats pour les citoyens qui reçoivent les services, pour l'économie locale et territoriale et pour l'environnement. Nous devrions également mettre l'accent sur d'autres occasions économiques afin d'assurer une économie communautaire forte. Nous devons nous assurer que les communautés possèdent les ressources et les compétences nécessaires pour assumer de nouvelles responsabilités tout en offrant un niveau de services équitable dans l'ensemble du territoire.	Je pense qu'il vaudrait mieux établir un échéancier de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Voici quelque façon d'y arriver : ajouter les combustibles renouvelables (comme les granules de bois) au mandat de la Division des produits pétroliers; adopter le même taux de taxation que l'Alberta sur l'usage du diesel dans la production électrique; et mettre en place une taxe sur le carbone. Cette nouvelle taxe générerait de nouveaux revenus qui pourraient être utilisés pour financer la recherche et le développement de nouvelles méthodes de réduction des émissions de GES.
Morin, Carol 	Oui, j'appuie une stratégie du GTNO ayant pour but de transférer certaines responsabilités aux gouvernements autochtones : les groupes autochtones ont longtemps fait pression sur le gouvernement sur des questions comme la petite enfance, l'éducation et le développement économique. Il y a un besoin pour mettre davantage l'accent sur le maintien de la culture et de la langue. Le GTNO peut aider, cependant ce sont les communautés autochtones qui sont les mieux placées pour identifier les besoins précis de la communauté.	Je ne suis pas certaine que la décentralisation est la meilleure solution. Au Nunavut, la décentralisation n'était pas la meilleure solution. Il faudrait regarder cette expérience pour comprendre ce qui a fonctionné ou pas avant de s'engager dans ce processus. Je crois que les besoins en matière d'éducation doivent être déterminés par les communautés. Ainsi, à Sanililuaq (Nunavut), il y avait un problème de faible fréquentation scolaire. Pour y remédier, ils ont mis plus d'emphase sur la culture et divisé les classes, les filles y vont le matin et les garçons l'après-midi. La fréquentation et l'intérêt pour apprendre se sont accrus. Chaque communauté est différente et a déjà des idées qui conduisent au succès. Nous devons commencer à les écouter davantage dans les TNO.	Ce concept de bourse du carbone est nouveau et, bien que les intentions soient bonnes, je ne suis pas convaincue que d'acheter des crédits est si efficace. Je crois qu'en tant qu'individu nous avons tous un rôle à jouer et on verra les effets collectivement. Par exemple, l'utilisation des ampoules à faible consommation d'énergie s'est avérée un moyen efficace. Des choix individuels, comme choisir un véhicule écoénergétique (ou même un Smart car) au lieu d'un véhicule au diesel, peut faire une différence. En ce qui concerne la réduction des gaz à effet de serre, il y a des développements en matière de sources alternatives, comme le chauffage géothermique, que le GTNO pourrait utiliser. L'infrastructure souterraine existe déjà sur le site de la Con mine. C'est maintenant le temps d'utiliser ces nouvelles sources.
Sangris, Jonas			

Question 4 :
Droits linguistiques des francophones

Il y a toujours de l'espace pour des négociations dans tout processus de litige et cette situation ne fait pas exception. Je crois que les deux partis devraient travailler ensemble pour négocier et résoudre, si possible, ce litige qui dure depuis longtemps.

Je crois que c'est le devoir d'un gouvernement de respecter ses propres lois. Il incombe d'autant plus au gouvernement de respecter et d'agir en conformité avec les décisions de la Cour.

Dans une petite juridiction telle que le nôtre, le GTNO et les communautés francophones devraient être en mesure d'atteindre un consensus et d'éviter des litiges prolongés et dispendieux. L'accord obtenu doit être dans les moyens du GTNO et ne devrait pas nuire aux autres programmes gouvernementaux qui desservent tous les résidents.

J'appuie la diversité culturelle de même que les lois canadiennes reconnaissant le français comme langue officielle. Mes dépliants et mes affiches sont disponibles en français. Je ferai pression pour que des discussions et des négociations aient lieu entre le GTNO et la communauté francophone afin de déterminer la meilleure façon de répondre aux besoins linguistiques de la communauté francophone.

Il y a 11 langues officielles aux Territoires du Nord-Ouest, dont le français. Je ne suis pas certaine comment cette cause peut avoir des effets sur les 10 autres groupes linguistiques. Cependant, je préconise l'avancement des chances de renforcer les langues aux TNO.

Question 5 :
Financement des organismes de soins de santé non gouvernementaux

Ma plateforme inclut un plan pour trouver des façons d'améliorer le support envers les ONG et d'implémenter un financement pluriannuel aux ONG. Les organisations non gouvernementales fournissent d'inestimables services aux résidents du Nord et ils sont une partie vitale de notre qualité de vie. Nous devons les appuyer afin d'assurer leur viabilité économique.

Aux TNO, il y a de nombreuses agences qui font de leur mieux pour offrir des services de premières lignes. Le gouvernement doit examiner le travail de chacun de ses organismes en vertu de la qualité et de l'efficacité des services qu'ils offrent. Est-ce que tel organisme sert au meilleur intérêt de la population? Il importe que le gouvernement récompense à juste titre les organismes qui offrent effectivement un service valable et rencontrent les exigences gouvernementales. Un financement adéquat doit être assuré à ces organisations qui offrent des services de premières lignes dont nous avons grand besoin.

Les ONG qui fournissent ces services devraient se voir assurer un financement pluriannuel et recevoir des augmentations budgétaires équivalentes aux programmes du GTNO.

Les travailleurs du secteur non gouvernemental devraient avoir de bons salaires et des avantages sociaux valables, comme ceux du secteur public. Incapables d'offrir des salaires décents, les groupes non gouvernementaux ne peuvent pas attirer un personnel qualifié et doivent faire face à un taux de roulement du personnel élevé. Ceux qui souffrent le plus de cette réalité sont les clients qui sont souvent parmi les individus les plus vulnérables des TNO. Je crois que le gouvernement doit appuyer adéquatement les pourvoyeurs de services et les considérer comme des partenaires.

C'est un manque de vision que de se concentrer sur l'augmentation du bien-être économique sans porter attention aux impacts sociaux cette augmentation. Je vois une aide accrue dans ces domaines comme une chance d'investir dans des communautés plus saines.

Question 6 :
Les trois priorités des candidats

1. Un GTNO responsable, transparent et étique.
2. Une législation sur la protection des dénonciateurs
3. La mise en place et l'amélioration des législations et politiques du GTNO de façon à placer la plus haute priorité sur la maximisation du potentiel de tous nos citoyens. La plus précieuse des ressources que nous avons n'est pas une ressource non renouvelable, ce sont nos ressources humaines.

Décentraliser les services vers les régions là où c'est possible.

Appuyer le développement responsable des ressources en respectant l'environnement […].

Améliorer le système de transport et les routes des TNO.

1: S'assurer qu'il y a un meilleur équilibre entre le développement économique avec un environnement sein et des gens en santé.
2: Réexaminer entièrement tous les ministères et programmes du GTNO.
3: Conclure la décentralisation et l'accord du partage des ressources avec le gouvernement fédéral.

i) Diversifier l'économie en encourageant les petites entreprises qui remplacent les produits d'importation par des biens et services locaux, qui utilisent des technologies énergétiques renouvelables et qui appuient les richesses artistiques et culturelles de Weledeh.
ii) Travailler de près avec les Autochtones et d'autres pour résoudre le problème du déclin des troupeaux de caribous.
iii) Investir dans les services dont nous nécessitons et dans une éducation pour la vie afin que nous puisions participer à l'économie, vivre en communauté et jouir de la terre.

1. Étendre à l'ensemble des TNO les programmes d'apprentissage lié à la culture autochtone, pas seulement aux étudiants autochtones.
2. Accroître les possibilités économiques du tourisme et du tourisme culturel, incluant le développement d'une industrie du film rentable dans les TNO.
3. Mettre davantage l'accent sur les bienfaits du renforcement des arts, des programmes culturels et des sports.

Circonscription électorale Candidats	Question 1 : Dévolution et gouvernements autochtones	Question 2 : Économie et décentralisation	Question 3 : Environnement et bourse du carbonne
Wong, Andy 	Comme je le comprend, la devolution de responsabilités est négociée entre les gouvernements federal et autohtones. Le GTNO n'a pas a transférer de responsabilités, sinon que de déléguer certaines tâches administratives aux gouvernements autochtones. À cet égard, les programmes qui devraient être délégués en priorité sont la Santé et les Services sociaux et l'Éducation.	Règle générale, je n'appuie pas d'avantage de décentralisation, car celle-ci est uniquement fondée sur des décisions politiques; pas sur l'efficacité des services aux usagers. De plus, il est nécessaire d'avoir des opérations centrales fortes. C'est ainsi que l'on pourra supporter le mieux les centres de services régionaux dans les communautés.	À ce point-ci, je n'appuie pas l'idée des credits de carbone. Il n'y a pas de Bourse du carbone au Canada pour désservir ce marché emergent. De plus, les échanges de credits de carbone ne réduiront pas les émissions de gaz à effet de serre des TNO.
Yellowknife Centre			
Glowach, Sue			
Hawkins, Robert 	J'appuierais en effet une stratégie qui vise un certain transfert des responsabilités vers les gouvernements autochtones, là où le transfert serait utile. Après tout, nous vivons à une époque où les gouvernements autochtones sont finalement reconnus et implémentés. Il est très sensé de discuter les rôles mutuels et les responsabilités. Quant à quels programmes, cela dépendra de la capacité du dit gouvernement à prendre sur lui la responsabilité du programme. Dans le passé, le GTNO a notifié le gouvernement fédéral du besoin de financement adéquat pour effectuer un transfert des programmes fédéraux. Nous ne voudrions pas transférer un programme sans comprendre quel financement sera requis pour son fonctionnement.	La décentralisation a été essayée auparavant, et avec un certain succès. Là où une réussite a été observée, les régions étaient impliquées dans le processus de sélection des programmes, il y eut de bonnes négociations et un financement adéquat pour supporter le programme décentralisé. Une décentralisation plus poussée peut avoir du sens, mais la décentralisation comme seul but n'est pas un bon plan. Nous avons déjà un système d'administration de la santé, de bureaux régionaux et similaires, nous pouvons envisager de les améliorer. Un exemple de programme que nous pourrions décentraliser serait les programmes de tourismes, puisque les régions connaissent mieux leurs dispositions.	Le premier ministre a mentionné dans le passé [...] que le Nord perçoit en premier les impacts des changements climatiques et que les provinces doivent prendre cet enjeu sérieusement. J'appuie cette position. Quant aux actions du GTNO pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, j'ai été au premier front des initiatives pour rendre le GTNO un acteur responsable dans ce domaine : [...]la promotion de l'initiative des voitures Smart; le rabais-crédit [...] pour l'achat d'une voiture écologique. [...] sur l'achat d'une fournaise à bois ou d'une fournaise à granules de bois.Le GTNO doit diriger par l'exemple et, si l'on me fait l'honneur d'être réélu, je serai d'autant plus attentif à rendre les programmes du GTNO le plus "vert" possible.
McDonald, Ben 	Le transfert de pouvoirs du fédéral au territorial doit être fondé sur la mise en place de programmes efficaces qui répondent aux besoins de tous les Ténois. Les programmes doivent êtres accompagnés du financement et du personnel adéquat. Le même principe s'applique pour le transfert de pouvoir du territorial vers les gouvernements autochtones et municipaux. Eux aussi, ils ont besoin dès ressources adéquates. Les zones de compétence à transférer en priorité doivent être négociées avec les gouvernements autochtones. Des standards territoriaux et une égalité d'accès aux services doivent être garantis.	Certains services du GTNO peuvent être décentralisés (notamment l'assurance-maladie complémentaire). L'efficacité globale des opérations ne devrait pas être compromise. Il serait peut-être plus à propos de s'assurer que les occasions d'affaires liées aux mégaprojets, tels que les mines de diamants, bénéficient également les différentes régions du territoire. Nous pourrions faire plus d'efforts pour employer les Ténois de toutes les régions, plutôt que d'importer de la main d'œuvre du Sud. Enfin, davantage de diversification économique aiderait à réduire l'écart entre les régions.	Les changements climatiques vont sérieusement affecter les régions nordiques. Nous devons nous préparer aux changements tels que la fonte du pergélisol et l'inondation des îles. La création d'une taxe sur le carbone pourrait être une source de revenus pour nous permettre de faire ce travail. C'est également un incitatif à l'industrie pour qu'elle réduise sa consommation d'énergie. Le GTNO devrait développer et mettre en place une stratégie exhaustive et rationnelle de réduction des gaz à effet de serre. Ce plan devrait commencer par les réductions « faciles » et tendre vers la neutralité en carbone.
Sutherland, Bryan 	Jusqu'à ce que le système politique des TNO ait évolué en un régime plus démocratique et responsable, je crois que peu de gains seront réalisés dans le cadre des négociations sur la dévolution – si seulement nous en réalisons. Entre temps, les gouvernements autochtones se plaignent que le GTNO leur met des bâtons dans les roues et tente d'empêcher la mise en oeuvre des ententes déjà en place. Le GTNO doit résoudre ses questions avant de pouvoir, en toute connaissance de cause, considérer un transfert de responsabilités.	Le développement économique durable échappe à tous les résidents des TNO, parce que le gouvernement n'est pas responsable vis-à-vis les citoyens. Jusqu'à ce que le gouvernement soit élu par le peuple et que le peuple des TNO s'organise politiquement pour choisir leur gouvernement, les occasions d'affaires continueront non seulement de nous échapper, mais ceux qui réussiront à tirer leur épingle du jeu continueront à être rabaissés par les erreurs de gouvernance, comme cela est arrivé aux pourvoyeurs et aux promoteurs d'observations d'aurores boréales.	J'appuie les projets hydroélectriques dans l'ensemble du territoire. Une autre solution envisageable serait de bâtir des routes qui permettraient de prolonger les lignes électriques.
Yellowknife Sud			
Cochrane, Garett			
Macala, Amy 	Oui, j'appuierais une telle stratégie. Je crois que le de pouvoirs et de responsabilités à notre gouvernement serait une bonne chose. J'appuie toujours l'idée d'un gouvernement central fort pour le Canada, néanmoins je crois que nous sommes plus que prêts pour un transfert de pouvoirs semblables à ceux des provinces. J'appuie également davantage de dévolution de pouvoirs aux gouvernements autochtones, mais je ne peux pas présumer ou suggérer quels programmes seraient les plus importants pour chaque gouvernement autochtone. Cela serait paternaliste et infantilisant; c'est le genre d'attitude dont nous devons nous débarrasser.	Selon mon expérience, cette façon de faire n'a pas toujours bien fonctionné ici comme dans d'autres juridictions. Yellowknife est la plaque tournante économique et gouvernementale des TNO et de déménager les opérations gouvernementales de Yellowknife vers les régions périphériques s'est avéré inefficace par le passé. Je crois que des bureaux satellites régionaux sont une excellente façon d'offrir des services gouvernementaux et des emplois dans les communautés, tout en permettant au GTNO dans son ensemble d'opérer de la façon la plus efficace.	Oui, j'appuie l'idée d'un système de crédit de carbone. Je crois qu'il est impératif de mettre en place des politiques pour faire l'équilibre entre les besoins de l'industrie et du développement et notre besoin de réduire les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre. Notre gouvernement doit s'assurer que les propriétaires et les opérateurs du gazoduc du Mackenzie feront tout en leur pouvoir pour réduire au maximum leurs émissions de GES. J'appuie en outre une augmentation du support aux politiques publiques créatives pour promouvoir la durabilité et la conservation.

Question 4 :
Droits linguistiques des francophones

Le GTNO devrait répondre à ces nombreuses violations de la Loi sur les langues officielles en élaborant, avec la communauté francophone, un plan de mise en oeuvre. De telle sorte que les enjeux prioritaires soient pris en charge les premiers et que les droits linguistiques de la communauté francophone soient protégés.

Ce cas est encore devant les tribunaux. Je crois que le GTNO à le droit d'amener en appel une décision des tribunaux de la même façon que n'importe quelle organisation a le droit de faire appel d'une décision, qu'elle croit, devrait être révisée. Les tribunaux devraient fournir la guidance requise, comme elle l'a fait pour des décennies dans des cas linguistiques. Ceci étant dit, s'il y a une possibilité de résolution raisonnable, je suis tout en faveur d'un procédé qui éviterait un affrontement judiciaire.

Il y a une quantité considérable de jurisprudence à propos de la question des droits linguistiques garantis par la Charte. Ces décisions favorisent les droits des communautés francophones, particulièrement quant à l'éducation en français. Bien que le gouvernement doit prendre les mesures légales qui s'imposent pour se défendre lorsque cela est nécessaire, les Ténois ont une compréhension certaine de l'importance de préserver les langues et de freiner l'assimilation. Peut-être devrait-on apprendre des succès d'un groupe linguistique et s'en inspirer pour améliorer le sort d'autres groupes.

Le GTNO est sûrement préoccupé par les conséquences qu'aurait d'admettre leur échec dans l'offre de services dans les autres langues officielles des TNO. Étant donné qu'il est peu probable que quiconque au gouvernement fasse quoi que ce soit pour redresser la situation, il faut s'attendre à ce que la conséquence finale soit une chute lente qui coûtera cher aux contribuables en compensations et en perte de services.

Le Canada est un pays bilingue et le français et l'anglais y sont parlés couramment par ses citoyens. J'ai moi-même bénéficié de l'octroi de services en français, car j'ai eu la chance de suivre un programme d'immersion durant toute mon éducation primaire et secondaire. Je suis également la présidente de la division ténoise de Canadian Parent's for French et je crois profondément que de préserver chaque langue parlée au Canada revêt une importance fondamentale.

Question 5 :
Financement des organismes de soins de santé non gouvernementaux

S'assurer que les travailleurs de première ligne gagnent des salaires raisonables en octroyant le financement adéquat devrait être une priorité du GTNO. Ces travailleurs assurent des services essentiels et fiables dans plusieurs commuautés des TNO.

Les services de santé sont très importants pour les gens. Un financement adéquat est essentiel pour que les organismes non gouvernementaux savent que leur financement est stable. Voici pourquoi je suis un champion du financement de base pluriannuel, afin que les ONG puissent planifier pour le futur.

Cette question invoque à nouveau l'idée de transférer des responsabilités avec les ressources adéquates. L'écart entre les employés du secteur public et ceux des organisations non gouvernementales s'est élargi. Nous ne devons pas transférer des services « pour sauver de l'argent » si les seules économies sont réalisées sur le dos des salaires et des bénéfices des employés. Dans les périodes de *boom* économique, les agences contractées par le gouvernement n'arrivent plus à garder leurs employés. Une bonne part des services offerts par ses agences servent aux Ténois marginalisés. Ce sont des services importants et nous devons leur allouer les ressources nécessaires.

Je mettrais l'accent sur de plus petits centres de traitements locaux, appuyé par un grand centre central pour les « débordements ».

Je crois en l'octroi de contrats à long terme pour ses pourvoyeurs de services. Les contrats de courte durée qui sont présentement octroyés pour l'offre de ses services sont à la fois le reflet d'un manque de vision à long terme et empêchent ces contractuels d'embaucher et de conserver efficacement des employés. On réglerait les problèmes organisationnels et les enjeux de rétention du personnel en octroyant des contrats à long terme. Ces organismes devraient être en mesure de se concentrer sur les soins qu'ils offrent sans se préoccuper de leur sécurité financière, mois après mois.

Question 6 :
Les trois priorités des candidats

• S'assurer que les résidents des TNO continuent de profiter de notre prospérité économique actuelle.
• Créer un marché pour notre énergie hydroélectrique, puisqu'il s'agit de notre seule grande resource exportable (hormis les ressources non renouvelables).
• Conscientiser le public aux problèmes de l'itinérance, de la pauvreté, des toxicomanies et des troubles mentaux afin qu'on les reconnaissent en tant que problèmes sociaux, et non des problèmes individuels.

(NDLR) Nous n'affichons que 3 des 7 priorités énumérées par le candidat
1. La protection environnementale, l'expansion de nos programmes de recyclage.
2. Des rues sécuritaires, sans crime: De meilleures lois pour la réduction du crime pour mieux protéger nos gens contre les drogues.
3. De meilleurs traitements pour les toxicomanes; il n'y a pas de traitements disponibles pour les familles et les adolescents.

- Meilleur appui à l'éducation et les soins de santé
- Réduire le coût de la vie en augmentant l'efficacité énergétique et en développant des programmes pour le logement.
- Améliorer l'accès à des services à la petite enfance abordables et de qualité

- Rendre le gouvernement responsable en créant un poste d'ombudsman territorial et en favorisant la participation du public dans l'édification de l'avenir des TNO.
- Aider l'industrie touristique en assurant les investisseurs que le marché japonais a toujours un grand potentiel de croissance, en « faisant le ménage » au centre-ville et en investissant dans les infrastructures touristiques.
- Créer un programme exhaustif de services à la petite enfance pour palier au manque de services actuel et offrir des services de qualité dans ces années cruciales.

1. Des communautés sécuritaires
2. Le coût de plus en plus élevé de la vie dans le Nord
3. Des services gouvernementaux plus efficaces (l'Éducation, les soins de santé, et les programmes environnementaux doivent être opérés plus efficacement)

Circonscription électorale
Candidats

McLeod, Bob



Question 1 : Dévolution et gouvernements autochtones

Les pourparlers sur la dévolution se poursuivent depuis plus de vingt ans. Nous attendons toujours que la responsabilité sur la terre, les eaux et les ressources non renouvelables nous soit dévolue. Les gouvernements autochtones ont négocié, ou sont sur le point de l'avoir fait, des ententes sur la terre et les ressources et l'autonomie gouvernementale, lesquels incluent le transfert de plusieurs responsabilités. Je supporte le transfert vers les gouvernements autochtones de responsabilités acquises dans le cadre de ces négociations notamment l'éducation, le logement, les mariages et les ressources renouvelables. Certains programmes comme la santé, les aéroports et les routes sont moins chers à administrer par un gouvernement central.

Question 2 : Économie et décentralisation

Les opérations du GTNO sont déjà passablement décentralisées. Je ne supporterai davantage de décentralisation que si cela est sensé économiquement. La décentralisation coûte cher et nécessite des espaces de bureau et de logement dans les régions bénéficiaires. Une bonne leçon devrait être retenue de l'expérience du Nunavut avec la décentralisation. Si cela est économique, certains petits programmes peuvent être décentralisés au sein de plusieurs ministères. Comme exemple de réussite en ce sens citons le programme de lutte aux incendies à Fort Smith, le programme de foresterie de Hay River ou le programme de produits pétroliers de Fort Simpson.

Question 3 : Environnement et bourse du carbonne

Les TNO commencent à peine à récolter les fruits du développement. Les TNO, contrairement à la majorité des provinces du Sud, n'ont pas encore eu l'occasion de développer leur plein potentiel économique. Une taxe sur le carbone mettrait probablement fin au développement économique des TNO. Les TNO devraient faire leur part pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les Ténois devraient construire des habitations énergétiquement efficaces et mettre en place des programmes de conservation de l'énergie. Le GTNO devrait développer les sources d'énergie alternatives, comme l'hydroélectricité, pour réduire l'usage du carburant.

Des portatives à l'École Boréale ?

Lors de sa réunion mensuelle publique, la CSF opte pour l'installation de deux bâtiments portables pour donner plus d'air à l'école francophone de Hay River.

Maxence Jaillet

Si la rentrée 2007 de l'École Boréale (ÉB) s'est passée sous les signes de la continuité et de la croissance, elle demeure aussi synonyme d'espace restreint. Le temps des classes aérées et de l'atrium dégagé est révolu. Le salon du personnel est utilisé les matinées pour les cours de francisation, 28 élèves remplissent la classe de 3e et 4e année, les niveaux 9 et 10 ont pris la place des poissons dans l'ancien espace vert de l'école. Pour la commission scolaire ainsi que la direction de l'établissement, il faut agir rapidement : l'École Boréale à besoin d'espace!

La récente réunion publique du 17 septembre, de la commission scolaire francophone (CSF) s'est voulue un prolongement de celle du mois précédent. Toutefois, une décision est venue marquer cette première rencontre de l'année scolaire. Les commissaires de Hay River de concert avec la direction de l'ÉB et le directeur de la CSF ont proposé d'envoyer une lettre officielle au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation demandant l'installation de deux structures portatives pour des classes rattachées au bâtiment principal de l'école francophone. Durant la soirée, cette résolution a été adoptée par l'ensemble du conseil d'administration.

Pour Paul Thériault, cette option représente une solution intérimaire au problème criant d'espace de l'ÉB. « C'est strictement temporaire! Cette demande au ministre est bien réfléchie. Nous ne voulons pas de bâtiments portatifs pour répondre à notre besoin d'agrandissement. Les classes portables ne comprennent ni eau, ni égout. Elles ne peuvent pas être prises en compte dans l'évaluation de notre plan éducatif programmé pour l'automne, et ainsi retarder l'agrandissement prévu de l'école. Nous espérons que les portatives soient en place pour la rentrée de janvier. » Le directeur général (DG), indique aussi que ce genre de situation ne requiert aucune approbation du cabinet territorial, et que le processus d'élection en cours ne devrait pas entraîner de retard au niveau de cette décision. « Ce besoin peut être facilement répondu grâce aux enveloppes du ministère prévues pour ces situations. D'autant plus que ce n'est pas une dépense extraordinaire (200 000 $ pour chaque structure) et que ces classes seront réutilisables par la suite » conclu-t-il.

C'est pourtant un autre son de cloche qui résonne dans les déclarations du ministre de l'Éducation, Charles Dent, en poste jusqu'à la future élection du cabinet en novembre prochain. « Je doute que cela soit possible cette année! Déclare-t-il en entrevue. C'est le prochain gouvernement qui décidera comment il va accommoder la croissance de cette école. À ce que je sache l'école accueille 98 élèves cet automne et elle sa capacité maximale est de 110. Il est vrai que c'est le moment de se pencher sur cette question. Mais nous ne possédons pas d'argent à dépenser subitement comme ça. le ministère à un budget et nous fonctionnons encore sur les prévisions 2007. Je ne vois pas comment une telle dépense pourrait avoir l'aval du gouvernement rapidement et surtout avant le nouveau budget territorial de mars 2008. J'espère que l'éducation sera encore une priorité au sein du nouveau gouvernement de consensus, mais rien n'est certain et je pense qu'au mieux ce projet de classes portatives pourrait être en place à la rentrée 2008 », soutient-il.

Le secondaire en second ?

Si les classes portatives peuvent devenir une réalité dès la rentrée du congé de Noël, l'organisation autour de ce nouvel espace n'est pas claire encore. La directrice, Sophie Call, indique que deux classes pourraient investir les salles portatives pour accommoder l'ensemble de l'école

Portative
Suite en page 19

Question 4 :
Droits linguistiques des francophones

J'ai toujours favorisé un règlement hors cour de nos différends. Le GTNO et la communauté francophone devraient se rencontrer pour régler cet imbroglio. Il y a des préoccupations quant aux coûts, à la faisabilité de mettre en oeuvre les recommandations de la Cour suprême des TNO ainsi que sur l'interprétation de la Charte et du jugement. Par exemple, la Cour a demandé que le GTNO embauche des docteurs francophones. Le GTNO a de la difficulté à attirer des docteurs dans le territoire, qu'ils parlent français ou non.

Question 5 :
Financement des organismes de soins de santé non gouvernementaux

Nous devons mettre au clair ce que les ONG recherchent. Si les ONG veulent la parité avec les employés du GTNO, alors la véritable question est de savoir si ses services ne devraient pas être offerts par le GTNO. Si le problème est un manque de financement, alors il faut en déterminer la cause. Est-ce qu'un ajustement ponctuel pourrait résoudre ce problème? Si le problème est causé par le manque d'une indexation du financement à la hausse de coûts d'opération, alors cela pourrait être réglé en vertu du cadre de travail sur la Responsabilité des tierces parties.

Question 6 :
Les trois priorités des candidats

1. Des commuanutés sécuritaires et saines – nous devons travailler avec la police et les organisations citoyennes pour arrêtr la drogue, garder nos rues sécuritaires et protéger les personnes et la propriété.

2. Établir un rythme nordique du développement – nous avons besoin d'un développement qui maximisera les bénéfices pour le Nord tout en nous permettant de contôler les effets négatifs sur les individus, les familles et les communautés.

3. La dévolution et le partage des revenus – nous en avon besoin rapidement afin que nous puissions profiter de ressources additionelles pour défrayer le coûts des programmes d'éducation, de santé, de services à la petite enfance et de l'infrastructure.



Photo : Maxence Jaillet

Daniel Auger franchit le premier la ligne d'arrivée du Marathon de Hay River en 4 h 01. Pour sa troisième course sur cette distance, le coureur de Yellowknife est satisfait de l'organisation que le club de Hay River a mise sur pied. « Parfois le tracé n'était pas toujours clair, mais c'était très bien quand même, et nous avons eu une belle température. Je voulais battre les quatre heures, mais ce sera la prochaine fois. J'ai un objectif pour les courses à venir. Je veux descendre au-dessous de 3 h 30 qui est le temps de qualification du marathon de Boston. J'ai plusieurs destinations dans le monde qui m'intéressent plus que Boston mais je veux juste être capable de courir ces 42,2 km dans ces temps », déclare-t-il. Le samedi 15 septembre 2007, 62 participants se sont alignés aux différents départs de l'événement. Quatre ont pris le départ du marathon, 15 ont parcouru le semi-marathon, et 43 personnes ont couru ou marché le 10 km. Pour les 21,1 km, la première à compléter la course est Lore-Ann Krysko de Yellowknife en 1 h 48. C'est Ilona Gaypay, élève à l'École Boréale, qui remporte les 10 km en 52 minutes.

Portative

Suite de la page 18

et particulièrement son personnel et ses élèves du secondaire. Sophie Call pense que c'est regrettable que l'école n'ait pu accueillir les 9e et 10e année avec l'aménagement prévu. « Ce n'est pas une salle de classe, c'était un endroit commun et malheureusement à la rentrée, l'espace ne contenait pas toutes les fournitures commandées. » La deuxième semaine de septembre, les cloisons mobiles et le laboratoire de l'enseignant sont arrivés, permettant de créer une ambiance de travail un plus adaptée à cette première classe de secondaire.

« Nous parlons de rétention avec nos plus vieux, poursuit la directrice. Nous comprenons que pendant leur pleine phase de développement social, c'est un sacrifice que de rester à l'école avec les plus petits. Ils restent pour l'éducation. C'est donc à nous de leur permettre certaines choses pour qu'ils vivent leur différence. Mais ces jeunes ont toujours été nos pionniers, cette année encore nous relevons les défis ensemble. Leur enseignant, Stéphane Millette est content de pouvoir les connaître personnellement et de les mener à leur meilleur, individuellement ».

Les élèves de cette double classe sont Chantay Boulanger-Rowe (10e), Sydney Danielsen (9e), Ilona Gaypay (10e) et Adam Lakusta (9e).

Petites annonces

Chambre à louer

Chambre à louer dans un grand 5 1/2 (2 étages) à partager. 5 minutes à pieds du centre-ville. Endroit calme et non-fumeur. Demande 650$ meublée et tout inclus. Si ça vous intéresse, appelez au 873-2959.

Sac à vendre

Sac en peau cousue main, 75$ téléphoner à Arthur au (867) 874 2838



Villas en Floride

Golfe du Mexique, 2 chambres à coucher toutes équipées, six personnes maximum. Piscines, jacuzzis, tennis. Bradenton, Floride 1-800-926-9255 mentionnez Code201 (spéciaux) shorewalk.com

Petites annonces

Placez une annonce dans les journaux francophones à travers le Canada, Choisissez une région ou tout le réseau – c'est très économique! Contactez-nous à l'Association de la presse francophone au 1 800 267-7266, par courriel à petitesannonces@apf.ca ou visitez le site Internet www.apf.ca et cliquer sur l'onglet PETITES ANNONCES.

Épluchette annuelle de l'AFCY



Photo : Nicolas Bussières

David Desbiens et Kevin O'Reilly s'apprêtent à déguster quelques blés d'Inde.



Photo : Mylène Archambe

Gustav Lamoureux et Riel LeFort se sont installés confortablement dans cette grande poussette pour croquer à belle dent dans les épis de maïs.



Photo : Nicolas Bussières

Il n'y avait pas d'âge pour profiter des délicieux épis de maïs comme en fait la démonstration le petit Kyle Tuyishime.

Réorganisation du personnel

Un joueur de plus au CDÉTNO

L'ancien poste de directeur du tourisme et des communications a été scindé en deux pour permettre une plus grande efficacité dans chaque secteur.

Nicolas Bussières

Une nouvelle fonction a été insérée dans l'organigramme du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO) avec la création du poste de directeur des communications et de l'administration.

Jusqu'à tout récemment, le CDÉTNO fonctionnait avec le poste de directrice du tourisme et des communications, ce qui faisait qu'un seul employé devait veiller aux multiples responsabilités qu'exigeaient les deux domaines. C'est Sylvie Francoeur qui occupait cette fonction au cours des dernières années.

« Comme j'avais déjà fait ce poste, je me suis rendu compte que c'était impossible pour une personne de réaliser de façon efficace les deux tâches. Donc, nous avons pris la décision de scinder le poste », a expliqué Mme Francoeur, qui a été promue directrice générale du CDÉTNO au cours de la période estivale.

C'est d'ailleurs quand est venu le temps de trouver un successeur à Sylvie Francoeur au mois d'août que l'idée de créer un nouveau poste a été envisagée.

« Une fois que nous avons ouvert le poste, nous avons commencé à étudier davantage la description de tâches. Je me suis rendu compte qu'on avait un grand besoin au niveau des communications », a-t-elle affirmé.

Les deux employés qui vont occuper l'ancien et le nouveau poste ont été trouvés dans les dernières semaines. Il s'agit de Réjean LeFort, qui a été nommé directeur du tourisme, et Carmen Moral-Suarez, qui sera la toute nouvelle directrice des communications et de l'administration.

Il s'agit d'un retour à Yellowknife pour Carmen Moral-Suarez qui a rempli il n'y a pas si longtemps les fonctions de directrice générale de l'Association franco-culturelle de Yellowknife. La directrice Sylvie Francoeur a notamment souligné la vaste expérience en communication et en gestion de sa nouvelle employée.

Cette dernière devra notamment voir à rédiger une stratégie de communication pour l'organisme.

Pour sa part, l'Acadien Réjean LeFort a œuvré à différents niveaux de l'industrie touristique dans les maritimes pendant plus de dix ans. Les dirigeants du CDÉTNO croient que l'expérience et le dynamisme accrocheur de M. LeFort donneront des résultats garantis dans le marketing touristique des TNO sur les marchés francophones.

M. LeFort est entré en fonction au CDÉTNO le 17 septembre alors que Mme Moral-Suarez commencera le 15 octobre.

Le CDÉTNO a été fondé en 2003 avec le mandat d'assurer le développement économique et l'employabilité des francophones et francophiles dans les TNO.



Photo : Nicolas Bussières

La directrice générale du CDÉTNO en plein action lors du radiothon

Une place en séries pour le Canadien?



Dans le coin de la patinoire avec Simon Lamoureux

Après une fin de saison plus que décevante, l'état-major du Canadien nous a promis de faire tout en son pouvoir pour enfin embaucher un joueur d'impact afin de relancer l'équipe. En date du 1er juillet, Chris Drury, Scott Gomez, Brian Rafalski et Daniel Brière étaient les joueurs les plus convoités. Les trois premiers ont rapidement accepté des contrats des Rangers et des Red Wings, tandis que Brière, après avoir réfléchi sérieusement à l'offre déposée par le Canadien, a finalement décidé de prendre le chemin de Philadelphie.

Ne commençons par avec les « si » Brière avait signé… Le CH n'a pas mis la main sur l'attaquant vedette et a dû passer au plan B en embauchant le vétéran joueur de centre Brian Smolinski et le joueur de soutien Tom Kostopoulos. Ces derniers pourront certainement remplacer les Bonk, Johnson, Downey et Samsonov, mais pas marquer des buts à profusion.

Bye bye Sheldon

Bob Gainey a mieux fait pour solidifier sa défensive en embauchant pour les quatre prochaines années le défenseur d'expérience Roman Hamrlik, qui a très bien fait partout où il est passé et dont le jeu défensif est grandement supérieur à celui de Souray. Par contre, le Canadien a aussi ramené du bois mort avec le retour de Patrice « Breeze by ». Quoi dire de plus à son sujet? Ah oui, il s'est blessé lors de la première journée du camp d'entraînement et n'a toujours pas rechaussé les patins…

L''édition 2007-2008?

Enfin, la place est maintenant aux jeunes. Vous avez bien lu, le Canadien a enfin décidé de faire confiance aux jeunes qu'il a repêchés, quitte à envoyer un vétéran ou deux dans la Ligue américaine ou à les échanger. Latendresse, Plekanek, Higgins, Komisarek, Lapierre sont maintenant de jeunes vétérans qui devront élever leur jeu d'un cran si le CH veut connaître du succès. Quant aux recrues, parmi les plus susceptibles de faire le grand saut, on retrouve les Kostitsyn, Chipchura, Locke et O'Byrne. Tout compte fait, Bégin, Dandenault et Brisebois devront lutter avec acharnement pour conserver leur poste.

The Price is right!

Et bien oui, la jeune sensation du Canadien est prête. Premier choix de l'équipe en 2005, le gardien Carey Price a fait tourner bien des têtes depuis qu'il a été repêché en remportant la médaille d'or aux Championnats du monde et la Coupe Calder avec le club-école du Canadien. Même si Price n'a que 20 ans et des poussières, il a déjà démontré qu'il possède un talent indéniable et un sang-froid extraordinaire. De plus, il a un avantage de taille pour affronter le zoo médiatique de Montréal, c'est un Anglophone. La pression sera quand même énorme sur cette jeune vedette, mais pas autant qu'elle l'aurait été si son nom avait été Marc-André Fleury, par exemple. Vous vous souvenez d'un certain José Théodore? La pression d'être le sauveur de la Belle Province aura fini par le chasser de Montréal.

Certains diront qu'il est trop tôt pour dire si Price mènera le Canadien en séries, mais une chose est certaine, si Huet ne rehausse pas son jeu cette saison et que Price joue dans la Ligue américaine pour « prendre de l'expérience », c'est de golf dont nous parlerons en avril prochain et non de la Coupe Stanley, car avec l'équipe actuelle, les prestations du gardien nº 1 feront pencher la balance entre une participation en séries ou non.

Culture

La Virée s'en vient

Le groupe de musique acadienne s'en vient faire une tournée par chez nous!

Maxence Jaillet

Sous l'initiative de l'Association franco-culturelle de Hay River (AFCHR), qui a voulu fêter ses 20 ans en grand, une formation musicale du Nouveau-Brunswick, La Virée est invité à se produire cinq fois en quatre jours à Yellowknife, Hay River et Fort Smith.

Le chanteur du groupe, Eric Haché, se dit extrêmement content de venir aux Territoires. « C'est une nouvelle destination pour nous autres. On fait de la musique en français et nous trouvons super important d'aller dans ces régions éloignées pour chanter notre français. Ça fait comme un p'tit velours vu que c'est notre première fois à tous les six » confie-t-il. La Virée est composée de cinq musiciens, mais emmène aussi son technicien du son en tournée. En plus du chanteur-guitariste on retrouve au violon, Sébastien Leblanc ; à la guitare électrique, Denis Surette ; Steven Haché à la basse et Stephen Basque à la batterie. « Nous avons cinq ans d'expérience, assure Eric Haché, et notre objectif principal est que l'audience devant nous passe du bon temps ».

Un événement formateur

Si le groupe vient aux TNO, c'est bien grâce à l'implication des organismes communautaires des trois villes hôtes. C'est Jessica King, une administratrice de l'AFCHR et amie des musiciens, qui a parlé du groupe lors d'une réunion pour planifier la fête du 20e. « C'est comme faire venir la famille, ce sera super pour montrer la culture de chez nous. C'est grâce à l'intervention des autres associations que cette tournée est possible. Jamais notre Association aurait pu défrayer ces montants. » En effet, cinq organismes se partagent les frais de cette virée musicale. Tout d'abord la Fédération franco-ténoise (FFT), l'Association des parents ayant droit de Yellowknife, et les communautés de chaque ville avec l'Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY), l'Association des francophones de Fort Smith et l'AFCHR. Ça fait beaucoup de monde!

D'après Catherine Boulanger, c'est une grande expérience d'apprentissage. « Il faut prévoir toutes sortes de choses, et cela en a simplifié beaucoup d'autres, notamment au niveau des contrats avec le groupe. L'AFCY et la FFT avaient de l'expérience pour rédiger ces choses-là. Fort Smith et nous, on s'est occupé de la phase où ils seraient de ce côté du lac. Pourtant, ça prend beaucoup plus de planification pour tout se coordonne bien. Comme je dis, on en apprend tous les jours, et cette expérience nous servira dans le futur », dit-elle.

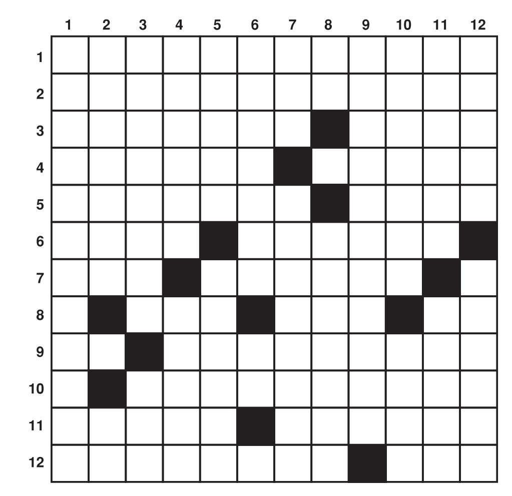
Leo-Paul Provencher est heureux de cette coopération, il déclare « Ça permet à plusieurs de s'offrir un groupe qui a de l'expérience. C'est un projet de plus de 20 000 $ et personne n'aurait pu se le permettre tout seul. » Du côté de l'AFCY, Caroline Langlais a assuré que c'était une bonne stratégie pour leur association. « Pour nous c'est le spectacle de l'année, dit-elle. Beaucoup de nouveaux membres se sont inscrits grâce à des prix spéciaux pour nos adhérents. » À Fort Smith c'est une tout autre approche qui s'effectue. France Dupéré qui prend le train de cette organisation en marche a dévoilé tout récemment que le concert serait gratuit et ouvert au public. « Le groupe jouera au Roaring Rapids Hall qui peut contenir 200 personnes et nous attendons le plus de monde possible. Nous ne vivons pas la même réalité que Yellowknife et Hay River avec leur école et leur communauté. Notre présidente Corinne Steed, semble dire que nous pouvons avoir une célébration gratuite pour notre francophonie », affirme-t-elle.



MOTS CROISÉS

Les mots croisés de chez nous

PROBLÈME NO 978



HORIZONTALEMENT

1- Elle habite la plus grande ville française en Amérique.
2- Se dit de substances qui provoquent une diminution de l'appétit.
3- Laver la vaisselle après le repas. —Étendues désertiques.
4- Élever, construire. —Chien de garde.
5- Repos ménagés dans des vers après des syllabes accentuées. —Un peu ivres.
6- Pousses un cri, imitant la chouette (Tu). —Terre à seigle.
7- Grande voie de communication. —Laisse quelqu'un quelque part après l'y avoir conduit.
8- Commune de Belgique. —Passa sous silence. —Particule d'insistance.
9- Conjonction. —Plaçais un levier sous un fardeau pour le soulever.
10- Loges de rez-de-chaussée dans un théâtre.
11- Orné de métaphores. —Personne qui commet un meurtre.
12- Entourés en serrant étroitement. —Revêt.

VERTICALEMENT

1- Métier du maréchal-ferrant.
2- Qui occasionne des frais importants. —Se suivent.
3- Affrétées, louées. —Qui est faible en valeur.
4- Méplat triangulaire du conduit auditif externe. —Il a été aboli sur le pont Champlain et sur les autoroutes du Québec.
5- Désirer vivement. —Les dames y sont exclusives sur ce terrain.
6- Ablation. —Benoît Gagnon.
7- Chanson. —Soixante-dix.
8- Suivi d'un deux, il a un pouvoir énorme d'électricité. —Maîtres spirituels hindous.
9- Excès d'air dans l'estomac.
10- Qui n'est pas unie. —Le pied-de-veau.
11- Rigole d'irrigation. —Terme de musique.
12- Les ouïes d'un violon. —Chien courant.

RÉPONSE DU NO 977

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	R	A	D	I	C	A	L	I	S	A	N	T
2	A	M	E	R	I	C	A	N	I	S	E	E
3	M	E	M	O	R	I	S	A	S	■	G	L
4	I	R	E	N	E	E	■	L	A	V	A	L
5	F	I	N	E	■	R	A	P	L	A	T	I
6	I	C	A	■	A	■	T	E	S	■	E	E
7	C	A	S	E	M	A	T	E	■	P	U	R
8	A	N	■	P	I	V	E	■	C	E	R	E
9	T	I	T	U	B	A	N	T	E	S	■	S
10	I	S	O	L	E	N	T	■	R	E	M	■
11	O	M	N	I	S	C	I	E	N	T	E	S
12	N	E	S	S	■	A	F	F	E	A	G	E

Horoscope

SEMAINE DU 23 AU 29 SEPTEMBRE 2007

ANNIVERSAIRES :
23 septembre RAY CHARLES (Vierge-Cheval)
28 septembre BRIGITTE BARDOT (Balance-Chien)


Bélier

BÉLIER
Vous êtes dans une période qui demande d'être vigilant dans le domaine de vos émotions. Ne vous laissez pas influencer par des situations où vous ne pouvez pas agir à votre guise.


Taureau

TAUREAU
Vous êtes dans une période qui vous rend heureux. Vous avez beaucoup de choses à vivre et cela vous aide à vous épanouir.




Gémeaux

GÉMEAUX
Le Soleil fait que vous voulez à tout prix prendre soin de vous et vous donner beaucoup d'importance. Cela est capital pour vous.


Cancer

CANCER
Semaine qui vous apporte de grandes satisfactions et qui vous apprend à mieux vivre tout ce qui vous arrive. Vous êtes dans une phase de votre existence où tout prend de la valeur au plan humain.


Lion

LION
Vous êtes capable de mieux voir les choses qui échappent aux autres. Votre intuition vous est d'un grand secours. Rappelez-vous-en.


Vierge

VIERGE
Vous devez éviter de vous placer dans des situations qui vous seraient défavorables dans le domaine de vos amitiés. Il est possible que vous ayez à décider de voyager d'une manière rapide.


Balance

BALANCE
Semaine qui vous apporte des choses inattendues. Vous aimez particulièrement être près des gens avec qui vous aimez travailler. Ne perdez pas votre discernement.

Scorpion

SCORPION
Vous pouvez vous rendre compte par vous-même de plusieurs choses dans le domaine de vos ambitions. Il est possible que vous n'ayez plus le goût de faire ce qui autrefois vous paraissait extraordinaire.


Sagittaire

SAGITTAIRE
Mars vous apporte des situations devant lesquelles vous devez savoir à quoi vous en tenir d'une manière rapide. Vous devez aussi être vigilant pour ne pas vous placer dans des problèmes qui vous nuiraient pendant longtemps.


Capricorne

CAPRICORNE
Vénus fait que vous voulez être aimé et que cela compte beaucoup dans votre vie. Vous êtes capable de très bien réaliser ce qui vous aide à devenir meilleur.


Verseau

VERSEAU
Vous êtes capable de faire la part des choses entre ce que l'on vous raconte et ce que vous jugez digne. Vous avez des possibilités extraordinaires de vivre heureux.



Poissons

POISSONS
Semaine qui vous apprend à mieux savoir diriger votre vie extérieure. Vous savez évoluer avec beaucoup de succès. Ne vous offusquez pas pour des banalités.